



NATIONS UNIES
TCHAD



RAPPORT ANNUEL 2020

Mars 2021


**OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE**



RAPPORT ANNUEL 2020

**DU PLAN CADRE DES NATIONS
UNIES D'ASSISTANCE AU
DEVELOPPEMENT**

TCHAD 2017 - 2022

TABLE DE MATIERE

SOMMAIRE	3
AVANT PROPOS	4
RESUME EXECUTIF	5
1- Résultats majeurs	6
2- Aperçu du plan cadre de coopération	7
3- Contexte	8
CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT	11
Principales réalisations en 2020	12
1- Réalisations clés du résultat stratégique 1 : « Développement du Capital Humain »	13
1. Education.....	13
2. Santé.....	15
3. Eau, Hygiène et Assainissement.....	18
4. Défis dans le domaine de développement du capital humain	20
2- Réalisations clés du résultat stratégique 2 : « Protection sociale, gestion de crise et durabilité environnementale »	21
1. Protection sociale.....	22
2. Sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	24
3. Les défis dans le domaine de protection sociale, gestion des crises et durabilité.....	
3- Réalisations clés du résultat stratégique 3 : Gouvernance, paix et sécurité	27
1. Gouvernance	29
2. Consolidation de la paix	32
3. Croissance inclusive.....	35
4. Les défis dans le domaine de la gouvernance, paix et sécurité	36

3- Partenariats pour le financement de l'agenda 2030	38
------------------------------------------------------	----

APPRECIATION DES MECANISMES DE GESTION ET DE COORDINATION 41

Comité National conjoint de Pilotage	
Groupes de Résultats	
Equipe de Gestion des Programmes	
Groupe Suivi et Evaluation.....	
Groupe de Communication des Nations Unies	
Groupe des Opérations (OMT – Operation Management Team)	
Groupe Thématique Genre et Droit de l'Homme	
Groupe UN migration network.....	
Groupe Thématique VIH/ Sida	
Groupe Thématique UN care	
Comité de Gestion du Dispensaire	

4.1 Notre équipe 44

ANNEXE I. REPONSES SANITAIRES DES NATIONS UNIES A LA COVID-19	46
ANNEXE II. REPONSES SOCIO-ECONOMIQUES DES NATIONS UNIES A LA COVID-19.....	50
ANNEXE III. REPONSES HUMANITAIRES Y COMPRIS LES REFUGIES	52

AVANT PROPOS

C'est pour nous un réel plaisir de vous présenter conjointement, le rapport des résultats de l'année 2020 du Plan cadre des Nations Unies d'Assistance au Développement (UNDAF 2017-2022). Ce plan a été signé entre le Gouvernement tchadien et le Système des Nations Unies initialement pour une période de 5 ans, et a été prolongé pour un an. Il est formulé en conformité avec la Vision 2030 « **Le Tchad que nous voulons** » qui ambitionne de réaliser l'émergence du pays et, mise en œuvre à travers trois Plans Nationaux de Développement (PND 2017-2021, PND 2022-2026, PND 2027-2030).

La mise en œuvre de l'UNDAF définit les domaines d'intervention prioritaires, identifiés de concert entre le Gouvernement du Tchad et le système des Nations Unies, pour une amélioration des conditions de vie du peuple tchadien. Le Système des Nations Unies (SNU) contribue au développement du capital humain, au renforcement de la protection de ces populations les plus vulnérables, à l'amélioration de la gestion des crises et catastrophes, au renforcement de la durabilité des systèmes de production, et à la promotion de la gouvernance, de la paix et de la sécurité. Tous ces efforts visent à contribuer à améliorer le développement humain au Tchad d'ici fin 2022.

Dès le début de la pandémie de COVID 19 déclarée au Tchad au mois de Mars 2020, le pays s'est doté d'un plan National de Riposte Covid-19. Le Système des Nations Unies, ainsi que l'ensemble des partenaires ont contribué à la mise en œuvre de ce plan.

En plus de la réponse santé, le Gouvernement du Tchad, en partenariat avec le Système des Nations Unies et la

Banque Mondiale ont procédé à une évaluation des impacts socio-économiques de la pandémie de COVID 19. Cette évaluation a permis au pays d'élaborer un plan de réponse à court et moyen terme aux impact socio-économiques de la pandémie COVID 19. En outre, le plan de réponse humanitaire (HRP 2020) a été révisé pour prendre en compte l'impact de la pandémie

Les activités de mise en œuvre de ces plans de réponse à la pandémie ont constitué une grande partie des activités du SNU au Tchad pour l'année 2020. La mise en œuvre des plans de travail annuel de l'UNDAF a continué tout au long de l'année, même si la réponse à la pandémie a nécessité une mobilisation des ressources additionnelles, et une réorientation d'une partie des ressources existant pour mettre un focus sur la réponse.

Pendant la période de suspension de tous les vols internationaux suite aux mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la propagation de la pandémie, le Tchad a bénéficié d'un dispositif de transport international mis en place par les Nations Unies, à travers le Programme Alimentaire Mondial, pour permettre la poursuite de l'acheminement des équipements et provisions, ainsi que le mouvement des acteurs humanitaires pour renforcer la réponse nationale.

Malgré les défis de la pandémie COVID 19, Le Tchad continue sur la voie vers son développement. Le partenariat entre le gouvernement de la République du Tchad date du 20 septembre 1960, date à laquelle le Tchad est devenu membre de l'organisation, suivi par l'ouverture des premiers bureaux en 1977. Ce partenariat de très longue durée continue à se

concrétiser et à se renforcer pour un plus grand impact sur la population tchadienne en cette décennie d'action vers l'attente des Objectifs de développement durable, d'ici 2030.



Dr Issa Doubragne

*Ministre de l'Economie, de la
Planification du Développement et de
la Coopération Internationale*

Mme Violette Kakyomya,

*Coordonnatrice résidente du système
des Nations Unies et coordonnatrice
humanitaire au Tchad*

RESUME EXECUTIF



Le rapport annuel 2020 du Plan-Cadre des Nations Unies d'Assistance au Développement (PNUAD 2017-2021) vise à faire le bilan des activités des trois plans de travail conjoints programmés par le Gouvernement du Tchad et le système des Nations Unies en début d'année.

Le bilan général de notre travail d'ensemble en 2020 est très positif, malgré le fait que la mise en œuvre des

activités ait été entravée par la pandémie de la Covid-19, l'insécurité dans quelques parties du pays. Toutefois, les parties prenantes se sont adaptées à la situation en révisant quelques activités, en utilisant le télétravail et en mobilisant des ressources financières additionnelles, pour mettre en œuvre les activités programmées. Les interventions ont été menées de manière concertée et inclusive associant les agences du système des Nations

Unies, les structures gouvernementales, les organisations de la société civile et les communautés hôtes.

Au titre des constats généraux, il a été observé que :

- ✓ L'apparition de la pandémie de la Covid-19 avec les mesures restrictives a suscité un impact négatif sur la mise en œuvre des activités pour atteindre les résultats fixés. Cependant elle a donné aussi l'opportunité d'expérimenter avec succès, de nouveaux modèles de travail à distance, en mettant en lumière l'importance d'investir dans les nouvelles technologies ;
- ✓ La mobilisation des acteurs autour du leadership exemplaire du gouvernement a permis de mettre en œuvre une réponse effective qui a permis d'éviter une grande propagation de la pandémie de covid-19 qui aurait pu avoir des effets dévastateurs sur la population Tchadienne.
- ✓ Malgré les efforts et les moyens consentis par le gouvernement pour le maintien de la paix et de la sécurité en interne et dans la sous-région, l'insécurité reste un facteur majeur qui entrave le développement et le bien être des tchadiens dans quelques provinces du pays.

RESULTATS MAJEURS

Entre autres, les résultats de notre travail conjoint, les plus marquant sont :

1. Le vote et la promulgation de la Loi d'asile en décembre 2020. Cette loi confirme les droits socio-économiques et la documentation officielle permettant une véritable croissance inclusive et contribution des réfugiés au développement du pays.
2. La mise en place de la Commission Nationale Indépendante de Droit de l'Homme (CNDH) en conformité avec les normes internationale.
3. Le Tchad a aboli la peine de mort en 2020
4. La signature du décret portant application de l'ordonnance instituant la parité genre dans les fonctions nominatives et électives au Tchad ;
5. La production des statistiques scolaires sert de base pour la formulation des politiques éducatives et le suivi des projets et programmes. Ces statistiques n'avaient pas été réalisées au cours des deux années précédentes.
6. En matière de réduction de la mortalité maternelle, 100% des structures de soins obstétricaux natal d'urgence disposent à ce jour d'au moins une sage-femme ;
7. Une augmentation considérable de la capacité d'hospitalisation et équipement médicaux, avec une forte capacité de dépistage pour les examens médicaux;
8. Dans le cadre du sondage mondial pour façonner le travail de l'organisation des Nations Unies après 75 ans d'existence, la population

tchadienne a participé massivement au sondage, qui lui a prévalu le rang du 2^e pays au monde et 1^{er} en Afrique avec une forte participation de la jeunesse, montrant ainsi un niveau élevé d'engagement sur le sujet de développement humain et de la coopération internationale.

DEFIS

- ✓ Les mesures barrières pour freiner la propagation de la Covid-19 ont limité la mise en œuvre de quelques activités telles que planifiées ;
- ✓ L'insécurité dans certaines zones d'intervention a constitué un facteur limitant pour l'opérationnalisation des projets.
- ✓ Les inondations qui ont affectées plusieurs parties du pays, au cours de l'année ont été à l'origine des problèmes d'accès, de déplacement et de destruction des cultures ;
- ✓ Les pesanteurs socio-culturelles continuent de handicaper la demande de services de santé et aggravent la stigmatisation et la discrimination au niveau social.

RECOMMANDATIONS

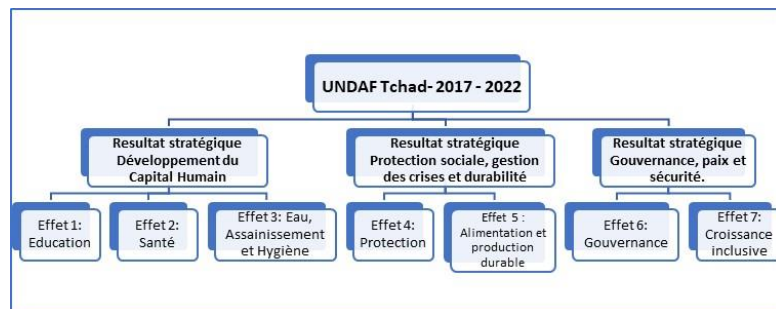
1. Continuer à investir dans le renforcement de capacité nationale pour la réponse aux crises et catastrophes naturelles et autres afin d'atténuer l'impact des crises sur le développement et le bien-être de la population.

2. Continuer à prioriser l'investissement dans le secteur sécuritaire et celui de la consolidation de la paix , pour un développement durable sur l'ensemble du territoire tchadien.
3. Poursuivre l'investissement dans les nouvelles technologies pour faciliter la mise en œuvre des programmes
4. Poursuivre l'investissement dans le capital humain comme facteur de développement économique et social durable.
5. Renforcer les capacités institutionnelles et communautaires de planification, le suivi et la mise en œuvre des interventions ;
6. Renforcer la sensibilisation pour le changement de comportement pour inverser la tendance de la pesanteur néfaste à l'utilisation des services de base (éducation, santé) ;
7. Mettre en place un cadre intégré de financement pour le PND afin d'accroître la mobilisation des ressources pour le développement du pays en conformité avec l'Agenda d'action d'Addis Abeba, pour le financement de développement durable.

1-APPERCU DU PLAN CADRE DE COOPERATION 2017 - 2022

Le cadre de coopération entre le Système des Nations Unies et le gouvernement du Tchad (UNDAF 2017 – 2022) est le 4^{ème} après les trois précédents. Suivant un double souci d'alignement et d'efficacité, les résultats visés par le UNDAF en cours sont bâtis sur les priorités du plan quinquennal 2016-2020 devenu Plan National de Développement (PND 2017 – 2021) qui intègre les objectifs de développement durable. L'UNDAF Tchad 2017 – 2022 est constitué de trois résultats stratégiques déclinés en sept effets qui se présente comme ci-dessous (Figure 1)

Le dispositif de pilotage repose sur deux niveaux, stratégique et technique. Au niveau stratégique, la mise en œuvre du cadre de coopération est supervisée par le comité national de pilotage co-présidé par le Ministre en charge de l'Economie et la Coordinatrice résidente du système des Nations Unies. Au niveau technique, il est dirigé par les groupes de résultats stratégiques. Ce qui permet la cohérence d'interventions, la participation des acteurs étatiques et non étatiques, la focalisation sur les résultats, la redevabilité et la promotion des activités conjointes.



Ainsi construit, l'UNDAF constitue le cadre de planification stratégique et de programmation des ressources du système des Nations Unies au Tchad pour la période 2017-2022. Quinze (15) Agences des Nations Unies avec une contribution stratégique de Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (ECA) participent à sa mise en œuvre.

Le Ministère de l'Economie de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale coordonne la mise en œuvre de l'UNDAF en collaboration avec les ministères sectoriels.



CONTEXTE



accompagné dans la mise en œuvre de sa politique par les partenaires techniques et financiers aux premiers rangs desquels les agences du système des Nations Unies. C'est dans le cadre de cet accompagnement que le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD 2017-2022) a été signé entre le Gouvernement tchadien et le Système des Nations Unies.

Economie

L'agriculture et l'élevage du bétail sont les activités économiques dominantes. Dans l'ensemble, le secteur primaire représente 42,6% du PIB du Tchad et emploie 75 % de la population active. Le secteur industriel contribue à 14,3% du PIB et emploie 2% de la population active. Le secteur pétrolier domine l'activité économique, il représente environ 60% des recettes d'exportation et attire l'essentiel des investissements directs étrangers. On estime que le secteur des services représente 40,5% du PIB du Tchad et 23% de l'emploi total. Depuis 2003 et le début de l'exploitation du pétrole, le Tchad est devenu très dépendant de cette ressource dont le poids, dans les exportations totales, était estimé à 78 % en moyenne sur la période 2016-2018. Après deux années de récession en 2016 et 2017 à la suite de la baisse des cours du pétrole avec une baisse du PIB de 6,4% et 2,4% respectivement, le taux de croissance du PIB est redevenu positif, atteignant 2,4% en 2018 et 3,0% en 2019. Avec l'apparition de la pandémie de la COVID-19, le PIB s'est contracté de 0,9% en 2020. Cependant, les projections suggèrent une reprise dès 2021 avec une croissance du PIB projetée à 1,8 % en 2021.

Contexte

Le Tchad est un pays sahélien sans accès à la mer d'Afrique centrale. Il se divise en trois grands ensembles géographiques : du nord au sud, on trouve successivement une région désertique, un espace semi-aride, puis la savane soudanaise. En 2020, la population du Tchad est estimée à 16,4 millions d'habitants, cette population est inégalement répartie sur l'ensemble du territoire qui est d'une superficie totale de 1 284 000 km².

Sur le plan ethnique, le Tchad résulte de l'assemblage d'un Nord et d'un Sud très distincts. Selon les langues, on dénombre une centaine d'ethnies parlant différentes langues. Administrativement, le pays est divisé en 23 provinces administratives et les langues officielles sont le français et l'arabe.

Le Gouvernement du Tchad a adopté la Vision 2030 « Le Tchad que nous voulons » qui ambitionne de réaliser l'émergence du pays à l'horizon 2030 et sera mise en œuvre à travers trois Plans Nationaux de Développement (PND 2017-2021, PND 2022-2026, PND 2027-2030). Il est



Paix et sécurité

Le Tchad est confronté à de nombreux défis en matière de paix et sécurité. Dans le Nord et l'Est du pays, les groupes armés utilisent les espaces largement non gouvernés du sud de la Libye et du Darfour pour lancer périodiquement des attaques contre le pays. Les conflits au sujet des ressources aurifères dans le Nord opposent les différentes communautés et alimentent des réseaux de trafic illicite et d'exploitation de migrants. À l'ouest, autour du lac Tchad, où les groupes armés y compris Boko Haram poursuivent leur campagne de terreur, les habitants sont pris dans un piège de conflit exacerbés par le changement climatique. À l'est, les conflits intercommunautaires et au sud, les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs se sont intensifiés ces dernières années et ont occasionné de nombreux morts et des dégâts matériels. Malgré ces nombreux défis le Tchad continu à faire les efforts louables pour prévenir et contenir les conflits communautaires et reste un véritable leader pour la lutte contre les groupes armés terroristes et les Boko Haram.

Education, santé et protection sociale

La population tchadienne est estimée à 16,4 millions d'habitants en 2020 avec une croissance démographique de 3,6 %, l'une des plus élevées d'Afrique subsaharienne. Cette population est composée de 51% de femmes, 67% de jeunes de moins de 25 ans et 55% de jeunes de moins de 15 ans. La fécondité totale au Tchad est estimée à 5,3 enfants par femme sur la période de 2020-2025, l'espérance de vie à la naissance s'est quant à elle améliorée passant de 49,6 ans (44 ans pour les hommes et 49 ans pour les femmes) à 57,5 ans (56,7 ans pour les hommes et 59,3 ans pour les femmes) entre 2010 et 2019. Les effectifs

des élèves du primaire oscillent passant de 2,4 millions en 2013 à environ 2,2 millions en 2016 puis à 2,4 millions d'élèves en 2019. Seulement 4,4% des enfants âgés de 7 à 14 ans démontrent des compétences de base en lecture en 2019.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la production céréalière prévisionnelle de la campagne agricole 2020/2021 est estimée à 2 901 683 tonnes. Elle est presque équivalente à celle de l'année dernière (-0,8%) et en légère hausse de 3,7% par rapport à la moyenne quinquennale. Pour la période Octobre-Décembre 2020, 600 774 personnes sont identifiées en insécurité alimentaire dont 5 615 personnes en phase urgence et 595 159 personnes en phase crise. Pour la période Juin-Août 2021, si rien n'est fait en faveur des populations déjà identifiées en insécurité alimentaire, la situation se dégraderait en période de soudure dans quatorze (départements qui basculeraient en crise soit près de 1 148 995 personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle dont 54 458 personnes seraient en urgence et 1 094 537 personnes en crise. La situation nutritionnelle, aggravée par les inondations et les incendies, demeure également préoccupante dans la plupart des provinces des zones sahélienne et saharienne. Les résultats de l'enquête ENSAN d'octobre 2020 révèlent une situation nutritionnelle (MAG PB) comprise entre 5% et 10% dans 12 départements La situation pastorale s'est quant à elle considérablement améliorée avec la bonne disponibilité fourragère et le bon niveau de remplissage des points d'eau.

Energie, eau et assainissement

La proportion des ménages qui utilisent l'électricité comme source d'énergie en 2019 est de 8,0% au niveau national dont 30,4% en milieu urbain contre 1,1% en milieu rural ; 11,4% dans les ménages non pauvres contre 1,5% dans les ménages pauvres. La proportion des ménages utilisant cette source d'énergie est en constante baisse à cause de la croissance démographique et des problèmes de distribution. En ce qui concerne l'accès à l'eau potable des ménages, il y a eu une amélioration de l'ordre de 21% entre 2011 et 2018. En effet, en 2011 on observe que 43,7% des ménages avaient accès à l'eau potable. Tandis qu'en 2019, le pourcentage de ménages ayant accès à l'eau potable au niveau national est de 62,73%.

Les annonces récentes des nouveaux investissements dans le secteur de l'Energie et surtout solaire pourrait avoir un impact positif pour un meilleur accès à l'Energie.

Droits de l'Homme

Le Tchad a ratifié des traités internationaux, des efforts louables en termes d'internalisation des normes internationales, des réformes législatives et institutionnelles. Malgré cela, beaucoup reste à faire dans la mise en œuvre de mesures des droits de l'homme particulièrement dans les domaines identifiés au cours de l'Examen Périodique Universel de 2018/2019.

Le Tchad a aboli la peine de mort en 2020. Le pays a adopté le 23 décembre 2019 une loi pour la

protection des réfugiés et des demandeurs d'asile au Tchad qui vient compléter le cadre légal relatif à la protection des réfugiés bien qu'il ait créé une Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et Apatrides qui se charge d'examiner et de statuer sur les demandes d'asile.

Tchad en bref

INDICATEURS	2017	2018	2019	2020
Population totale (en millions d'habitants)	15.01	15.47	15.94	16.42
Taux de croissance de la population (%)	3.13	3.07	3.03	3, 6
Densité de la population	11.70	12.05	12.42	12.79
Produit Intérieur Brut (PIB) en milliards de Dollars des USA	10	11.24	11.31	9.95
Taux de croissance annuel du PIB (%)	-2.4	2.4	3.0	-0.9
Inflation (%)	-0.9	4.0	3.0	3.0
Indice de Développement Humain (IDH)	0.396	0.397	0.398	0.401
Espérance de vie à la naissance	53.49	53.97	54.07	54.35
Taux de fertilité (naissances par femme)	5.90	5.79	5.70	5.60
Taux de mortalité infantile (pour 1,000 naissance)	76.41	74.50	73.02	71.55
Taux de mortalité infanto-juvénile	121.51	117.66	113.79	N/A
Taux d'achèvement de l'éducation primaire (%)	42.10	44.20	44.20	N/A



CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2020



1- Réalisations du résultat stratégique 1

DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

Ce résultat stratégique sur le développement du capital humain contribue à l'Axe n°4 du PND « Amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne » et s'inscrit dans l'agenda 2030 sous les ODD 3, 4, 6, 10, 11, et 17.

Les entités gouvernementales qui sont impliqués sont, le Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique, le Ministère de la Femme et de la Protection de la Petite Enfance, le Ministère de la Santé publique et de la solidarité nationale, le Ministère de l'Environnement et de la pêche, le Ministère de l'Economie, de la planification du développement et de la coopération internationale. Les agences des Nations Unies qui participent à sa mise en œuvre sont notamment HCR, OMS, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNESCO, UNFPA, et UNICEF.

EDUCATION

En 2020, l'appui du système des Nations Unies pour le renforcement des capacités des Ministères en charge de l'Éducation Nationale a permis l'amélioration de l'offre des services éducatifs et l'élaboration du Plan intérimaire de l'éducation au Tchad (PIET) et la production des statistiques scolaires 2018-2019 et 2019-2020 qui servent de base pour la formulation des politiques éducatives et le suivi des projets et programmes. Pour améliorer la demande des services éducatifs deux centres préscolaires ont été nouvellement créés dans les sites de Kouchaguine et Moura portant le nombre total des centres préscolaires à 331 pour une cible de 344. Les efforts de la sensibilisation ont permis



l'accroissement des connaissances et de l'autorité des parents d'élèves et des communautés pour la promotion et le développement des enseignements préscolaire, fondamental, technique et une alphabétisation de qualité. Pour une cible de 2 760 centres alphabétisations et d'éducation de base non formelle, il y a eu 1100 centres qui ont été créés dont 600 centres d'alphabétisation, 275 centres d'éducation de base non formelle et 225 centres de formation technique et spécialisée, soit une réalisation portant le nombre total des centres à 3 854. Ce résultat qui est 183 fois

supérieur à la réalisation initialement prévue s'explique par une forte mobilisation des ressources pour le sous-secteur d'alphabétisation et d'éducation de base non formelle dans le cadre du projet de renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation financé par le partenariat mondial pour l'éducation. L'amélioration de l'offre des services éducatifs à travers le renforcement des structures d'accueil pour l'éducation formelle et non formelle, la distribution d'intrants pédagogiques, la contractualisation et la formation continue des enseignants et des équipes d'encadrement afin de favoriser l'achèvement des cycles, montre également un progrès satisfaisant. Par rapport à la construction des salles de classe répondant aux normes minimales de qualité, 21 salles de plus ont été réalisées sur les 25 attendues soit une réalisation de 84% par rapport à la cible. Avec la contractualisation et la formation des enseignants, la proportion des enseignants qualifiés au niveau fondamental et non formel est passée de 30% en 2019 à 67% en 2020 alors que la cible était de 50%. La cible est donc atteinte et dépassée de 17 points. Quant à la proportion d'écoles bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire, elle est passée de 20% en 2019 à 31% en 2020, la cible est atteinte et dépassée de 9 points. Enfin, par rapport à l'éducation en situation d'urgence, 24% d'enfants et des jeunes des deux sexes affectés par les crises humanitaires ont reçu des matériels scolaires pour une cible de 50%. Plus de 30% d'enfants et des jeunes affectés par les crises humanitaires ont été couverts par des enseignants formés sur les compétences de vie courante (Appui Psycho-Social ; Réduction des risques, des catastrophes et des conflits ; Protection, Hygiène, Nutrition, Santé de la reproduction, citoyenneté et consolidation de la paix). Le non atteint de cette cible peut se justifier par l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 sur le système éducatif avec la fermeture des établissements à partir du 20 mars 2020.





En 2020, la réalisation des objectifs de santé/nutrition/VIH a été perturbée en grande partie par la Covid-19 qui a absorbé une partie des ressources autant humaines que financières. L'appui du système des Nations Unies, conformément au plan d'action humanitaire (HAC-Covid-19) établi en début d'épidémie, a permis de fournir une aide en matériel d'oxygénothérapie, équipement de protection individuelle pour les formations sanitaires, de formation du personnel de santé à la prise en charge des cas et à la surveillance épidémiologique dans les provinces d'intervention, de renforcer les capacités de test en équipant les laboratoires décentralisés avec 24 appareils GenXpert qui ont été paramétrés pour le dépistage précoce, la charge virale des Personnes Vivants avec le VIH et le dépistage de la Covid-19 et d'appuyer la surveillance en logistique et d'en informer sur les ruptures.

Au niveau du cadre normatif, sur les 30 documents planifiés, 29 ont été élaborés ou actualisés et vulgarisés. La totalité des 45 écoles de santé publiques et privées ont intégré les modules de nutrition dans leur curricula de formation. Tenant compte des financements spécifiques préétablis, 6 districts sanitaires appuyés par le système des Nations Unies ont pu élaborer leurs plans d'action tandis que 7 comités techniques provinciaux de nutrition et d'alimentation appuyés par le REACH ont pu élaborer leurs plans d'action.

Pour ce qui est de la vaccination, la pandémie à Covid-19 a perturbé la mise en œuvre des programmes, et a conduit à la suspension des campagnes de masse. Les activités de vaccination ont permis d'avoir une couverture vaccinale administrative annualisée des enfants de 0 à 11 mois en Penta3 de 80% et en VAR de 71% pour une cible de 90%. Cependant, seuls 66 des 126 districts du pays ont atteint une couverture en Penta3 atteignant 80%.

Le système de gestion de frontière a été renforcé à travers l'inclusion du screening pour la COVID-19 et la gestion de la quarantaine ainsi que la gestion de flux de la transhumance, 3 points d'entrée équipée avec MIDAS et 12 points d'entrée équipe avec ressources pour la gestion du COVID-19.

Selon l'analyse des données d'Estimation OMS/ UNICEF de la couverture vaccinale 2020, indique 41% des enfants de moins de 12 mois sont vaccinés contre la rougeole. Grace au plaidoyer des Nations Unies et des autres partenaires, le Gouvernement du Tchad a mis un montant de \$3,8 milliards dans le cadre de l'Initiative d'Indépendance Vaccinale pour l'achat des vaccins et consommables, permettant de couvrir les besoins de l'année 2020 et du premier trimestre 2021.

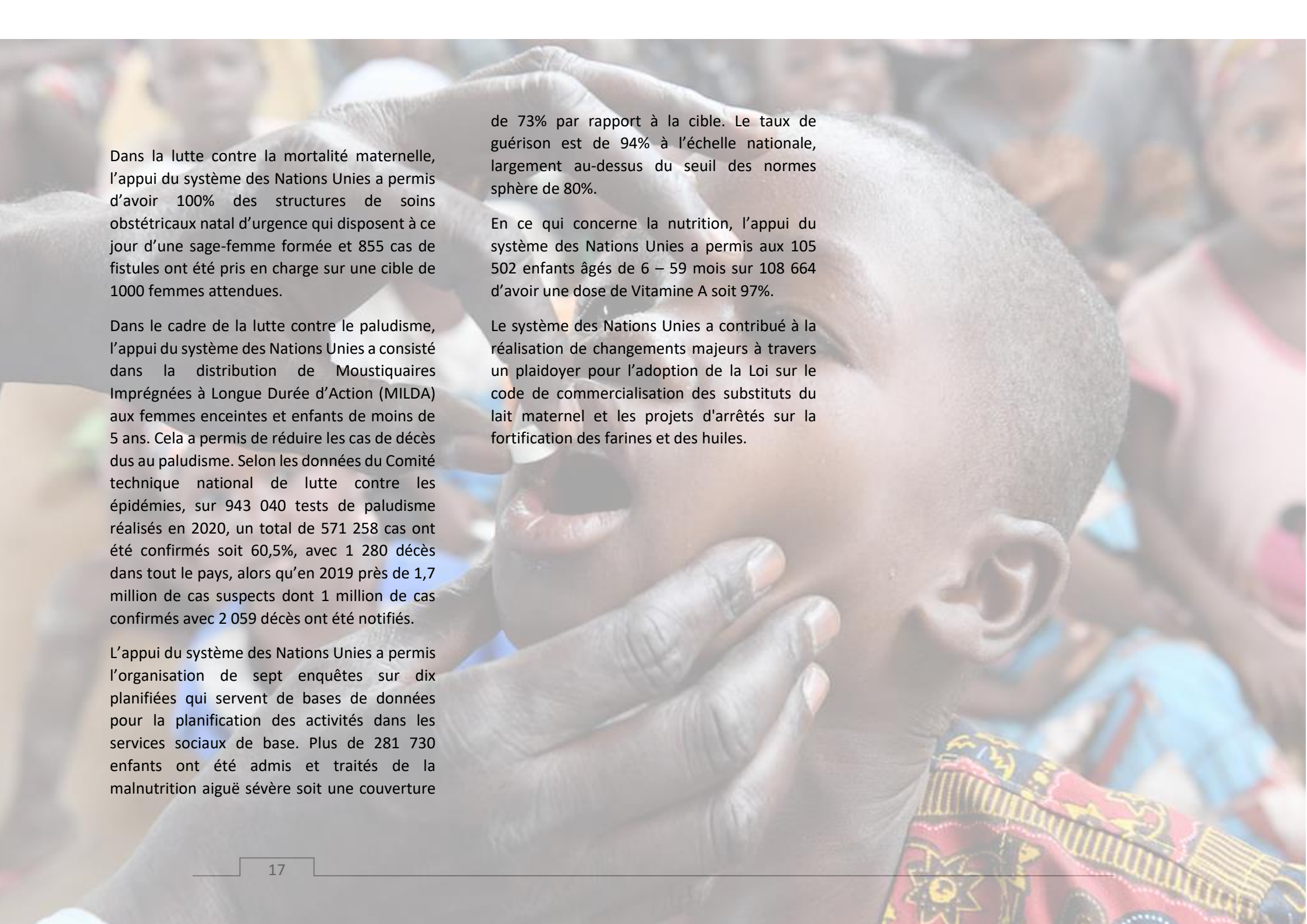
L'appui du système des Nations Unies au Gouvernement tchadien a permis la finalisation du Plan Opérationnel de Costing des équipements de la chaîne de froid dans le cadre de la plateforme d'Optimisation des Equipements de la Chaîne de Froid qui permettra au pays d'acquérir et installer plus de 970 équipements solaires pour la conservation des vaccins.

Au total 100 Agents de Santé Communautaire formés, équipés, déployés et supervisent régulièrement les activités de l'initiative à petite échelle de integrated community case management (iCCM) dans le Logone oriental ; et 62 sont dans les zones de responsabilité de Krim-Krim et Bénoué Urbain, en charge de la collecte de données électronique OpenRSP via 69 tablettes configurées qui servent de registres communautaires électroniques pour la transmission de données à temps réel.

Concernant la Prévention de la Transmission Mère-Enfant, la couverture sanitaire est de 86% sur le plan national. Ce taux est de 92,5% dans les 10 provinces appuyées par le fonds Mondial. Pour l'année 2020, ce sont 59, 1% des femmes enceintes qui ont fait la première consultation prénatale parmi lesquelles 48, 1% ont été testées et connaissent leur statut sérologique et 46,7% des séropositives ont reçu les antirétroviraux pour éviter la transmission

du VIH a leurs enfants et rester en vie. Au total 139 189 adolescents et jeunes de 10-19 ans ont été testés et connaissent leur résultat. De même 59 014 sur une cible de 52 000 planifiée ont accès aux services de la santé sexuelle et reproductive. Sur le plan de la prise en charge pédiatrique chez les enfants de 0-14 ans, ce sont 20, 3% de ces enfants infectés sur la cible de 14 000 qui sont mis sous antirétroviraux.





Dans la lutte contre la mortalité maternelle, l'appui du système des Nations Unies a permis d'avoir 100% des structures de soins obstétricaux natal d'urgence qui disposent à ce jour d'une sage-femme formée et 855 cas de fistules ont été pris en charge sur une cible de 1000 femmes attendues.

Dans le cadre de la lutte contre le paludisme, l'appui du système des Nations Unies a consisté dans la distribution de Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA) aux femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans. Cela a permis de réduire les cas de décès dus au paludisme. Selon les données du Comité technique national de lutte contre les épidémies, sur 943 040 tests de paludisme réalisés en 2020, un total de 571 258 cas ont été confirmés soit 60,5%, avec 1 280 décès dans tout le pays, alors qu'en 2019 près de 1,7 million de cas suspects dont 1 million de cas confirmés avec 2 059 décès ont été notifiés.

L'appui du système des Nations Unies a permis l'organisation de sept enquêtes sur dix planifiées qui servent de bases de données pour la planification des activités dans les services sociaux de base. Plus de 281 730 enfants ont été admis et traités de la malnutrition aiguë sévère soit une couverture

de 73% par rapport à la cible. Le taux de guérison est de 94% à l'échelle nationale, largement au-dessus du seuil des normes sphère de 80%.

En ce qui concerne la nutrition, l'appui du système des Nations Unies a permis aux 105 502 enfants âgés de 6 – 59 mois sur 108 664 d'avoir une dose de Vitamine A soit 97%.

Le système des Nations Unies a contribué à la réalisation de changements majeurs à travers un plaidoyer pour l'adoption de la Loi sur le code de commercialisation des substituts du lait maternel et les projets d'arrêtés sur la fortification des farines et des huiles.



EAU HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

En 2020, l'appui du système des Nations Unies a permis de réduire le taux de défécation en plein air passant de 68 % en 2017 à 65,6 % en 2020 (MICS 2019). En effet, ce résultat est la combinaison d'implication des leaders communautaires et l'approche de l'assainissement total piloté par la communauté. En s'inscrivant dans la poursuite du plan d'accélération mis en œuvre depuis 2019 et malgré la Covid-19, on dénombre 695 sur 736 villages qui ont atteint le statut de fin de défécation à l'air libre (FDAL) et permettant à 414 770 personnes de vivre dans des communautés assainies dans 9 provinces. Les services de gestion de déchets ménagers ont été mis en place dans les sites de réfugiés et dans certaines communautés hôtes, principalement dans le Sila, Wadi Fira, le Salamat, permettant à 74% des ménages d'avoir accès à un service adéquat. Ces efforts, renforcés dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19, ont permis de montrer que 79% des ménages se lavent les mains à l'eau et au savon à au moins trois moments critiques, et que 60% disposent de dispositifs de lavage des mains.

Malgré le contexte particulier de la crise sanitaire, le système des Nations Unies en synergie avec le Gouvernement et les organisations de la société civile ont répondu

aux besoins des communautés affectées permettant ainsi à 72 947 personnes d'accéder à l'eau potable et à 26 680 personnes d'utiliser les installations sanitaires. En ce qui concerne, la réponse à la Covid-19, les formations sanitaires ont été accompagnées à travers la formation de 1 674 agents de santé sur la prévention et le contrôle des infections (PCI-WASH) et les actions de communications sur les risques sanitaires et les mesures barrières ont été conduites au niveau communautaire.

Dans les structures scolaires et les formations sanitaires, la réalisation des infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement se présente comme suit :

- 187 blocs de latrines séparés ont été construits et permettant à 49 042 élèves dont 29 967 garçons et 19 075 filles d'améliorer leur pratique d'hygiène.
- 12 blocs de latrines ont été réalisés dans les formations sanitaires.
- 255 points d'eau potable ont été réalisés dont 57 dans les écoles.

L'équipe pays a apporté un appui technique au Ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique pour élaborer et valider les normes et standards en eau, hygiène et assainissement en milieu scolaire prenant en compte le handicap et le genre.



DEFIS DANS LE DOMAINE DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

L'apparition de la Covid-19, avec les mesures restrictives de lutte interdisant les déplacements et les regroupements de plus de 50 personnes, a entravé la mise en œuvre des activités pour atteindre les résultats escomptés. Globalement au niveau mondial, la pandémie a ralenti les processus d'approvisionnement en médicaments et autres intrants.

Les missions conjointes n'ont pas été possibles à cause des mesures prises pour limiter la propagation de la pandémie. Par ailleurs, l'application des procédures de transfert de fonds aux partenaires d'exécution qu'utilisent certaines Agences n'ont pas permis d'accélérer la mise en œuvre des activités avant la parution de la Covid-19. En matière de collecte d'informations, des difficultés ont été rencontrées auprès de certains partenaires qui ne disposent pas des bases de données pour le suivi des interventions inscrites dans l'UNDAF.

Les pesanteurs socio-culturelles handicapent la demande de services en général et nourrissent spécifiquement la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH/SIDA et d'autres activités de la santé en faveur de l'enfant. Malgré les gros efforts de recrutement du personnel de santé fait par le Gouvernement (**1600 agents de santé recrutés dont 577 médecins**), on note l'insuffisance des ressources humaines sur le plan qualitatif et quantitatif tant au niveau opérationnel que central.



Recommandations dans le domaine de développement du capital humain :

1. Réaliser une évaluation des cours à distance pour s'assurer de l'impact et aussi de l'accès aux cours pour les enfants en milieu rural;
2. Réaliser une évaluation de l'année scolaire 2019/2020 avec le comité interministériel et engager une réflexion avec le Ministère en charge de l'éducation pour explorer les possibilités de rattrapage du temps scolaire.
3. Élaborer un guide sur le minimum requis d'intervention dans une école pour le Tchad au regard des guidelines du niveau mondial;
4. Réaliser un sondage à travers U-report ou EDUTRAC pour le suivi de la scolarisation des enfants après Covid-19, notamment l'impact de Covid-19 sur les filles.
5. Renforcer le dépistage décentralisé des enfants selon l'approche bénéficiaires cibles et la prise en charge pédiatriques et adolescents/jeunes en intégration avec la mesure de virologie et la tuberculose pour maximiser l'utilisation des machines GenXperts ;
6. Mettre en œuvre les activités de vaccination et de renforcement des équipements de chaîne de froid et de la logistique roulante dans les dix (10) provinces d'intervention pour la période de 2019 à 2023 prévues dans le cadre du financement global de 34,5 millions USD du RSS2 par GAVI;
7. Renforcer la communication dans la communauté pour les inciter à utiliser les services de santé de base malgré la pandémie de Covid-19
8. Appuyer le gouvernement à vulgariser au niveau provincial et communal les documents de politiques et de stratégies du secteur eau, hygiène et assainissement;

2-Réalisations du résultat stratégique 2

PROTECTION SOCIALE, GESTION DES CRISES ET DURABILITE ENVIRONNEMENTALE



Ce résultat stratégique 2 « Protection sociale, gestion de crise et durabilité environnementale » contribue à trois des axes du Plan National de Développement, notamment à l'Axe n°2 « renforcement des bases de la bonne Gouvernance et de l'Etat de droit », à l'Axe n°3 « Une économie diversifiée et compétitive » et à l'Axe n°4 « Amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne » et s'inscrit dans l'agenda 2030 sous les ODD 1, 2, 3, 5, 8, 10, 11, 13, 15, et 17. Six ministères, à savoir, Ministère de la Femme ; Ministère de l'Elevage et de la production animale ; Ministère de l'environnement et de la pêche ; Ministère de l'administration du territoire et des collectivités autonomes ; Ministère l'économie de la Planification du développement et de la coopération internationale, mettent en œuvre ce résultat de manière conjointe avec Sept agences des Nations Unies (FAO, HCR, OCHA, OIM, PAM, UNFPA et UNICEF).



PROTECTION SOCIALE

En 2020, les efforts de l'équipe pays ont permis la mise en place de deux centres supplémentaires de prise en charge intégrée de victimes de Violence Basées sur le Genre. Malgré le contexte de Covid-19, le pourcentage des cas référés de la violence sexuelle et VBG contre les femmes et les enfants qui sont enquêtés et condamnés est de 10% contre 30% en 2019. De même, 190 comités de protection de l'enfant sont mis en place dont 45 nouveaux comités. Ainsi, il y a 105 communautés ayant déclaré l'abandon du mariage d'enfant et des mutilations génitales féminines sur la cible de 95. L'appui du système des Nations Unies dans la mise en place des bases de données de qualité pour répondre adéquatement aux besoins des plus vulnérables a permis la réalisation d'un profil de vulnérabilité dans les zones d'intervention ciblées ; la réalisation de deux enquêtes nationales sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; et la mise à jour d'un registre commun de suivi des populations vulnérables. La contribution des Nations Unies a permis en 2020 la réalisation de l'étude de marché sur les prix des denrées alimentaires. Ainsi, 66% de productions de l'Agriculture Oasienne ont été écoulées via le marché. De même, le pays a réalisé l'enquête de suivi post-distribution aux refuges permettant d'évaluer l'accès à l'assistance alimentaire ; d'apporter un complément d'informations sur les sources de revenu des

familles, et les stratégies de survie alimentaire et d'adaptation des familles ; l'enquête a permis également de distinguer les différentes perceptions des bénéficiaires sur le dispositif de l'aide alimentaire.

Les analyses du Cadre harmonisé de 2020 révèlent qu'aucun département ne serait en « phase urgence ». Cependant, globalement 134 884 personnes seraient dans cette phase, et en situation de déficit considérable, avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Ces populations nécessiteront une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire, de compléments aliments de bétail, et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Les agences des Nations Unies en appui au gouvernement aux personnes vulnérables notamment aux migrants a permis leur identification à travers le mobility tracking et d'autres publications. Au total 20 rapports avec des indicateurs portant sur la vulnérabilité ont été publiés permettant d'évaluer la vulnérabilité. L'équipe pays a accompagné le Gouvernement du Tchad dans la protection des migrants à travers la réinstallation, la réintégration ; et la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations.

Un partenariat a été signé en décembre 2020 avec une ONG nationale pour aider 200 ménages déplacés dans la Province du Lac avec des transferts en espèces couplés avec des mesures d'accompagnement afin d'améliorer l'accès aux biens de base et aux services sociaux et la sensibilisation contre Covid-19.

Dans le Sud du Tchad, plus de 7 200 personnes, y compris des réfugiés, des retournés Tchadiens et membres de communautés hôtes dans les provinces du Salamat, Moyen Chari, Logone Oriental, Mandoul ont reçu un appui financier dans le cadre des activités cash-for-work. 18 structures communautaires sociales (*parc de vaccination, marché communautaire, marché à bétail, Site maraicher, piste d'accès aux champs*) ont été réhabilitées pour les populations de ces provinces afin de renforcer l'accès aux terres et l'agriculture. Afin de contribuer au renforcement du mécanisme de coordination et de suivi de la Stratégie Nationale de protection sociale au niveau local, 50 acteurs clés sur 42 ciblés des provinces du Ouaddai, de Sila et de Wadi Fira ont été formés en protection sociale adaptative aux chocs. Ces connaissances leur permettent de mieux contribuer au suivi de la mise en œuvre des programmes de transfert monétaire en réponse aux situations d'urgence. En outre, la stratégie nationale de protection sociale 2016-

2020 a été révisé pour tenir compte des situations d'urgence, du nexus humanitaire- développement et la couverture sanitaire universelle.

Dans le cadre de la prévention contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), des sessions de sensibilisation ont été organisées auprès des travailleurs humanitaires, ainsi que les autorités locales et les communautés. Ceci, afin de prévenir et de mettre en place un mécanisme destiné aux communautés pour signaler et reporter tous types de violence relevant de la prévention contre l'exploitation et les abus sexuels.

Un appui a été donné au Ministère de la Santé Publique pour la finalisation et la validation des lignes directrices nationales pour les soins alternatifs¹ aux enfants de qualité au niveau familial et communautaire, en fonction de leurs besoins, de leur situation et de leur intérêt supérieur. Les lignes directrices approuvées par le Ministre de la femme et de la protection de la petite enfance ont été largement diffusées à toutes les parties prenantes. L'appui de des Nations Unies a permis en outre l'élaboration de cinq plans de contingence multirisque dont un au niveau national et quatre au niveau des provinces du Lac, Logone Occidental, Logone Oriental et Salamat.

¹ Les soins alternatifs incluent l'informel et le formel, des soins parentaux, aux soins d'accueil et aux autres services spécialisés dans le système de protection et de prise en charge des enfants.



Le système des Nations Unies a appuyé le gouvernement dans la publication et la diffusion de 40 bulletins sur les indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela a permis à 70% de producteurs d'avoir accès aux informations sur la sécurité alimentaire et à 66% de la production d'être écoulee sur les marchés.

Plus de 50 000 producteurs et éleveurs soit 100% de la cible ont adopté les techniques de production végétale et animale appropriées dans un contexte de soudure pastorale et en réponse à la pandémie de la Covid-19.

L'appui du système des Nations Unies a permis la création de 2 500 Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans les domaines de l'horticulture urbaine et périurbaine et l'accroissement des écosystèmes agricoles locaux (oasis) au même nombre qu'en 2019. Plus de 15 600 personnes vulnérables utilisent les Petites et Moyennes Entreprises pour la production dans les zones cibles par la transformation des produits horticoles et vivriers, les produits naturels et d'élevage, l'amélioration de la production agricole par une meilleure maîtrise de l'eau, la gestion durable des terres, le compostage et les techniques d'élevages. Plus de 5 500 nouveaux emplois ont été créés pour les groupes vulnérables dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, les Petites et Moyennes Entreprises, l'agriculture durable, la gestion des déchets.

L'informations que fournit les Nations Unies à travers la publication des bulletins du Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce a permis à 91% de producteurs d'avoir accès aux informations sur la sécurité alimentaire contre 55% en 2019. Ainsi, 49 000 producteurs ont une maîtrise des techniques de production, de protection des cultures et de la vie associative grâce à la production maraîchère, la lutte contre les oiseaux granivores ; la gestion durable des terres et la lutte contre l'ensablement et la filière spiruline.

Plus de 27 500 producteurs ont accès aux intrants appropriés au niveau du marché local malgré les

mesures de restriction relatives à la pandémie de la Covid-19, l'alimentation pour animale et les suppléments en matière de micronutriments (blocs alimentaires).

En vue d'appuyer la diversification de l'économie tchadienne, le système des Nations Unies à travers le FIDA a financé deux projets de l'Etat dans le secteur agricole, l'élevage et le financement de microprojet agrosylvopastoral.

Dans le domaine de l'élevage l'appui du système des Nations Unies a été apporté aux éleveurs confrontés à la crise pastorale, ainsi que dans la réalisation de trois cartographies des mouvements des transhumants ainsi que la mise en place des approches qui favorisent la cohésion sociale et la cohabitation pacifique ont contribué à la réduction des conflits agriculteurs – éleveurs. L'appui à l'élaboration d'une stratégie de compétitivité de la Chaîne de valeur viande au Tchad a permis aux acteurs de la chaîne de valeur viande d'acquérir une compréhension commune du fonctionnement de la filière, et de dégager les opportunités et les goulots d'étranglement.

Près 4 930 groupements de producteurs ont été appuyés financièrement et techniquement afin d'améliorer leur accès au marché (microcrédit, warrantage, formation des groupements). L'équipe pays a contribué à la réintégration de 312 réfugiés en situation de mouvements migratoires et plus de 353 migrants dont 30 femmes ont été assistés avec la création d'une activité génératrice de revenu

après leur retour volontaire ainsi aidant à leur réintégration socioéconomique.

Avec l'appui du programme FIRST, le SNU a contribué au renforcement de la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle notamment à travers l'élaboration de plusieurs documents de stratégies et de politiques SAN. Parmi lesquels on peut citer: le dispositif de suivi-évaluation global orienté vers les résultats (SEGOR) du Plan National d'Investissement du Secteur Rural (PNISR) du Tchad, l'Analyse de l'efficacité des politiques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable; la revue des dépenses publiques allégée du secteur agricole (RDPA) et le profil pays sur les « Systèmes agroalimentaires nationaux et la Covid-19 au Tchad.

Dans le domaine d'adaptation aux changements climatiques, les agences du SNU ont mis à disposition des femmes et des hommes des infrastructures, des équipements, des intrants et des outils tels que les Citernes pour la collecte des eaux de pluie ; les semences améliorées ; des hélicoptères pour la lutte et prévention antiacridienne. Les Aménagements et la lutte contre l'ensablement sont également réalisés.

Ainsi, 45 personnes des services étatiques ont des capacités accrues dans la conception et la gestion des stratégies d'adaptation aux changements climatiques.

L'appui des Nations Unies a permis la structuration et le développement de 9 filières agricoles conjointement entre opérateurs et transformateurs : il s'agit des produits forestiers non ligneux notamment Spiruline et dattes, de filière viande et lait de dromadaire, déstockage de la viande, de la filière petits ruminants, maraichages et produits vivriers. Ainsi, 10 opportunités d'affaires ont été mises en place entre Transformateurs et Opérateurs Economiques visant l'Entrepreneuriat rural et urbain à travers le maraichage, la collecte, la transformation et vente des produits forestiers non ligneux et l'approche cash+ bétail pour la protection sociale.



DEFIS DANS LE DOMAINE DE PROTECTION SOCIALE, GESTION DES CRISES ET DURABILITE

Les défis dans ce résultat stratégique 2 sont liés :

- À la diffusion de bulletins mensuels sur les principales statistiques sur le marché : offre, demande, prix, flux transfrontaliers, termes de l'échange bétail et céréales ;
- À la création de nouveaux emplois pour les groupes vulnérables dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, les petites et moyennes entreprises, et la gestion des déchets ;
- À l'insécurité dans certaines zones d'intervention qui constitue un facteur limitant l'opérationnalisation des projets;
- À l'accès limité dans certaines zones insulaires comme Kaiga-Kinjira-Ngoubou au Lac, notamment pour les humanitaires;
- À l'accès dans certaines provinces du sud et de l'est du pays pendant la saison des pluies.



Recommandations dans le domaine de protection sociale, gestion des crises et durabilité :

1. Appuyer la génération et la dissémination des évidences sur la pauvreté et les vulnérabilités des enfants sur la base des données récentes (ECOSIT 4, MICS6) pour informer les politiques publiques.
2. Renforcer le cadre institutionnel et opérationnel de la Stratégie Nationale de la Protection Sociale révisée en partenariat avec les Partenaires Techniques et Financiers et les acteurs humanitaires.
3. Réaliser des infrastructures pour la mobilisation des eaux de surfaces, ouvrages de captage ;
4. Renforcer les capacités nationales pour la réduction des risques de catastrophes, la préparation et la réponse aux urgences (Capacity for Disaster Reduction Initiative, CADRI)
5. Mobiliser la finance climatique, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds d'Adaptation pour les engagements relatifs aux ODD, notamment ODD 13, 1 et 2.
6. Renforcer le Nexus paix humanitaire développement, et la résilience en mettant l'accent sur les projets de développement à long terme, les priorités pays dans le cadre de l'initiative AGIR et le Réseau mondial contre les crises alimentaires.

3-Réalisations du résultat stratégique 3

GOVERNANCE, PAIX ET SECURITE



Ce résultat stratégique 3 de l'UNDAF contribue aux priorités nationales ciblées dans le PND, notamment l'Axe n°2 « renforcement des bases de la bonne Gouvernance et de l'Etat de droit » et l'Axe n°1 « Renforcement de l'unité nationale » et s'inscrit dans l'agenda 2030 sous l'ODD 8

« Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » ; l'ODD 16 qui ambitionne de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable, assurer à tous l'accès à la

justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes (paix, sécurité), ainsi que l'ODD 17 sur le partenariat.

Les ministères ci-après contribuent à l'attente de ces résultats stratégiques : Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale ; Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, chargé des Droits Humains ; Ministère de l'Administration du Territoire et des collectivités autonomes ; Ministère des Finances et du Budget ; Ministère de la Femme et de la Protection de la Petite Enfance ; Ministère de la Formation Professionnelle et des Métiers ; Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi Social ; Ministère de la Promotion des Jeunes et des Sports ; Ministère de l'Agriculture ; Ministère des Postes et de l'économie numérique ; Ministère Délégué à la Présidence de la République, chargé de la Défense Nationale, des Anciens combattants et des Victimes de Guerre ; Ministère de l'Elevage et des Productions Animales ; Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique ; Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'étrangers ; Ministère de l'Environnement et la Pêche ; Ministère du Pétrole, des Mines et de l'Énergie. Du côté des Nations Unies, les agences suivantes sont impliquées : HCR, PAM, UNICEF, OIM, FAO, FNUAP, UNESCO, PNUD et HCDH



GOUVERNANCE



Dans ce secteur de la gouvernance, en 2020, des progrès substantiels sont enregistrés dans le renforcement des capacités sur la prévention

et la gestion de conflits, sur les règles coutumières et traditionnelles positives en faveur de la participation et la représentation

des jeunes hommes et femmes. Les plateformes locales ont été redynamisées, et le dialogue intergénérationnel sur la médiation et

les règlements pacifiques des conflits a été renforcé.

L'appui du système des Nations Unies dans le renforcement des capacités des Comités Locaux de Paix a permis d'inclure davantage les besoins et les demandes des jeunes dans leurs décisions et de trouver des solutions pacifiques à des conflits dans la gestion des ressources.

Grâce aux activités de renforcement des capacités, les comités locaux de paix ont bénéficié de connaissances et des compétences pertinentes pour poursuivre leurs activités de réconciliation, de stabilisation et de cohésion sociale. Plus de 10,000 personnes ont été sensibilisées à l'extrémisme violent et à la radicalisation grâce à une campagne de sensibilisation dans les îles et districts de la Province du Lac. Un soutien psycho-social est offert aux communautés de la province du Lac à travers la création d'espaces sûrs pour les services de conseil psycho-social, et la formation de membres clés de la communauté (y compris les services médicaux et sociaux) sur l'assistance psychosociale et les techniques afin de fournir des services de conseil adéquats à leurs communautés.

Dans le cadre d'une meilleure cohésion sociale et de lutte contre la radicalisation, le système des Nations Unies, à travers les projets qui

interviennent dans le domaine de la prévention des conflits et de la lutte contre l'extrémisme violent, a formé 320 acteurs (autorités administratives, militaires, traditionnelles, religieuses, femmes, jeunes filles et garçons, hommes de médias) sur le système d'alerte précoce pour prévenir les conflits communautaires, ce qui lui a permis d'améliorer sa communication intercommunautaire. Ainsi, 4 000 jeunes filles et garçons ont été sensibilisés contre l'extrémisme et la radicalisation en plus des 6 000 des années antérieures.

L'appui technique et financier du système des Nations Unies apporté aux autorités centrales et locales ont permis le développement des modèles et des compétences techniques pour aider les États membres du Bassin du Lac Tchad dans la gestion des cas individuels, qui sont appliqués de manière coordonnée et harmonisée dans les pays. De même, le soutien technique apporté au Gouvernement a permis la mise en place d'un système d'information, de conseil et de référencement (ICRS) des anciens affiliés aux groupes armés. La mise en place de ce mécanisme ICRS permet un lien étroit à la base de données d'enregistrement pour garantir que les profils individuels soient référencés en fonction des besoins et du soutien en matière de services, ainsi que des

opportunités telles que la formation potentielle ou l'emploi dans une profession pertinente.

En collaboration avec la Commission Nationale des Droits de l'Homme, le SNU a soutenu la coordination civil-militaire en matière de renforcement des capacités sur les principes humanitaires et les principes de protection. Sur le processus électoral, les journalistes et membres des organes de presse ont été formés sur les principes fondamentaux des droits de l'homme, ainsi que les autorités traditionnelles sur la prise en compte du genre en lien avec le processus et les Violences Basées sur le Genre. Quant aux jeunes, leur capacité a été renforcé en matière de participation citoyenne au processus électoral et les règles éthiques de la gouvernance.

Dans le cadre de la prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, des dialogues civils- militaires ont été organisés dans les provinces de Hadjer Lamis et du Lac et ont permis de renforcer la collaboration entre les populations et les forces de sécurité. Cette collaboration s'est traduite par la mise en place de trois comités de stabilisation provisoire à Ngalamia, Baltram et le comité définitif de Guitté. Les capacités de ces comités de stabilisation ont été renforcées sur les questions des droits de l'homme, le droit

international humanitaire et les violences basées sur le genre en vue de renforcer la relation de confiance entre les communautés et les forces de sécurité. L'appui au système d'alerte précoce a favorisé la mise en place d'une cellule de coordination provinciale ; la création des comités locaux de sécurité communautaires (ex-comité de vigilance) et ; le renforcement des capacités de 100 membres de ces comités sur leurs statuts et rôles, la redevabilité, la sécurisation des personnes et biens, l'identification d'un potentiel terroriste, les premiers gestes qui sauvent, etc. Concernant le nombre de commissaires de la CNDH formés sur les techniques de collecte et de traitement des cas de violation des droits de l'homme et le fonctionnement des Institutions nationales des droits de l'homme, le personnel de la CNDH est en cours de recrutement c'est pourquoi la formation n'a touché que 14 au lieu de 20. Le staff de la Radio Voix de la Femme a bénéficié d'un renforcement de capacité , dans le domaine de la communication, de plaidoyer sur la santé maternelle, la santé de la reproduction des adolescentes et jeunes, la planification familiale, la prévention des VBG et des pratiques néfastes aux femmes/filles, la Dividende démographique et l'autonomisation des femmes/filles, dans l'esprit d'améliorer le programme de la radio en réalisant des

émission informatives et participative avec les cibles concernés.





Dans le cadre des projets financés par le fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF), l'équipe pays a renforcé les mécanismes communautaires de gestion et de prévention des conflits intercommunautaires et tensions liés aux ressources naturelles et à la transhumance. Elle a également renforcé la prévention de l'extrémisme violent, la cohabitation pacifique des communautés (réfugiés, rapatriés et populations hôtes) et l'autonomisation des jeunes et des femmes pour devenir des artisans de paix à travers les initiatives génératrices de revenu.

Dans cette optique, les différents groupes locaux et comités mixtes ont été mis en place et les capacités des différents acteurs membres, leaders religieux et traditionnels, des autorités administratives à différents niveaux, acteurs de sécurité, ainsi que des associations de femmes et de jeunes ont été renforcées. Ce renforcement de capacité a permis à ces acteurs de s'engager dans la gouvernance locale et de s'intégrer dans les mécanismes locaux de gestion des conflits. Plus de 827 leaders et responsables des associations des femmes et des jeunes dont 271 femmes ont bénéficié d'une formation sur les thèmes de la citoyenneté, gouvernance et consolidation de la paix dans les différents arrondissements de la ville de Ndjamena, au lac et au sud. La même

formation a été dispensée à 283 membres de clubs communautaires et promoteurs de paix et à 300 membres (273 hommes et 27 femmes) des associations de parents d'élèves (APE) de la même zone. Cela a renforcé un environnement pacifique favorisant la cohésion sociale dans la communauté et au niveau des établissements scolaires.

Grâce aux causeries éducatives et aux campagnes de sensibilisation qui ont touché plus de 19,663 personnes dans la ville de Ndjamena et dans les centres-villes de différentes provinces, la confiance entre les communautés s'est améliorée, ce qui a renforcé le vivre ensemble et le travail en commun dans les groupements à base communautaire et des comités mixtes. Dans le même objectif de restaurer la confiance mutuelle entre les communautés, le dialogue intergénérationnel a touché environ 5000 représentants des jeunes au sud. Ceci a conduit à une « Charte de confiance » (dans les départements de Nya Pendé et Barh Sara) qui aidera à la prévention et à la gestion des conflits intercommunautaires, inter et intragénérationnels en synergie avec les mécanismes nationaux de consolidation de la paix.

Touchée par les effets du changement climatique et l'insécurité provoquée par les

attaques des groupes armés, l'équipe pays, à travers l'initiative PBF, a soutenu dans la province du Lac Tchad, la création de dix groupes de dialogue mixtes pour la prévention des conflits et la gestion conjointe des ressources naturelles entre les réfugiés, les PDI, les rapatriés et les communautés d'accueil. Cela a conduit à une réduction de 48% des conflits intercommunautaires entre ces populations cibles.

Dans l'est du Tchad, 127 conflits violents entre pasteurs et agriculteurs et communautés d'accueil, déplacés internes et réfugiés autour des ressources naturelles ont pu être évités grâce au renforcement des structures des comités mixtes et de leurs capacités qui a conduit à une gestion améliorée et conjointe des ressources existantes, ainsi qu'une augmentation des infrastructures agro-pastorales et la mise en place de mécanismes pour leur gestion.

Au niveau transfrontalier, les initiatives du PBF dans les zones transfrontalières avec le Niger et la république centrafricaine ont permis de faire une cartographie des conflits et des acteurs impliqués dans la prévention et la gestion des conflits et celui des infrastructures pastorales, ainsi qu'un document de plaidoyer pour faciliter l'approche intégrée de gestion et de sécurisation des couloirs de transhumance.

Les cadres de concertation aux niveaux national et local ont également été revitalisés (réunions de commissions mixtes) et le dialogue institutionnel a été rétabli entre les gouvernements autour de la régulation de la transhumance transfrontalière, notamment entre le Tchad et la RCA.

Un pacte social a été signé par la communauté locale et les transhumants avec le soutien des chefs traditionnels dans l'ouest (Kanem), et sept contrats sociaux entre agriculteurs et éleveurs dans le sud (Moyen-Chari) pour la gestion conjointe des infrastructures de transhumance et agro-pastorales. Cela a renforcé les systèmes de gestion communautaire des ressources agro-pastorales et les mouvements de transhumance qui ont permis de réduire les conflits liés à leur utilisation à plus de 50% dans les sites du projet.

La participation des femmes au **PROCESSUS** de **CONSOLIDATION** **DE LA PAIX** augmente de



35 %

la **probabilité** qu'un
ACCORD DE PAIX
dure au moins **15 ANS**





En matière d'appui au système statistique, l'appui du système des Nations Unies a permis la mise en place d'une base de données des indicateurs clés pour la planification de programmes de développement ainsi que le suivi des indicateurs des ODD, PND et UNDAF. En 2020, les résultats des différentes opérations d'enquêtes ECOSIT-4 et MICS6 ont été publiés. L'équipe pays a apporté un appui technique et financier aux institutions publiques en 2020 notamment en planification stratégique du développement et la mise en œuvre des agendas internationaux et équipements. Cet

appui a permis l'élaboration du deuxième rapport national de suivi des ODD et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Ce rapport permettra l'élaboration de l'Examen National Volontaire pour le suivi et la mise en œuvre des ODD au Tchad de 2021, ainsi que l'appui pour sa présentation au Forum Politique de Haut Niveau sur le Développement Durable de Juillet 2021 à New-York.

Le système des Nations Unies a également apporté son appui technique en matière de diversification économique qui constitue le troisième axe de la Vision 2030 et qui vise à réduire la forte dépendance de l'économie tchadienne vis-à-vis des ressources d'énergies fossiles. A cet égard, un Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Economique (PDIDE) a été élaboré de manière participative avec les experts de l'administration nationale, du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers. Ce plan est doté particulièrement d'une composante urbanisation pour soutenir l'objectif d'un taux d'urbanisation de 70% et de création massive d'emplois urbains. Cette composante est axée sur quatre domaines d'intervention que sont le ciblage sectoriel et spatial des politiques et des investissements ; la gestion spatiale ; l'amélioration de la productivité urbaine ; le financement des investissements urbains ; et la

coordination des politiques économiques et spatiales. Par ailleurs, le Système a appuyé l'élaboration d'une stratégie nationale de mise en œuvre de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf) en vue de permettre au Tchad de tirer le meilleur parti de la ZLECAf. Le Système des Nations Unies se prépare également en cette année charnière de planification pour accompagner le Gouvernement dans le cadre d'un séminaire intergouvernemental ses efforts de relance économique post Covid y compris la mise œuvre rapide des stratégies industrielles et commerciales mises au point et qui doivent aller main dans la main pour en maximiser leur impact sur les populations.

La reconnaissance par l'Etat des 11 centres de formation professionnelle a donné l'accès aux réfugiés à des cours formels et à des diplômes reconnus par l'Etat. En même temps, pour favoriser l'inclusion financière des réfugiés à l'Est, 26 nouvelles Association Villageoise d'Epargne et de Crédit ont été créées et appuyées. Le plaidoyer du HCR s'est concentré sur l'inclusion des bénéficiaires cibles dans tous les projets de développement mise en place par des autres acteurs, aux mêmes conditions et selon les mêmes critères adoptés pour les autres bénéficiaires. Les enquêtes d'impact socio-économique de la Covid-19 ont été appuyées en partenariat avec le SNU, et

la Banque Mondiale. Une enquête spécifique sur l'impact de Covid-19 a été réalisée, et les questions spécifiques sur l'impact de Covid-19 ont été intégrées dans l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire des ménages de l'année 2020.

Ainsi, tous ces réalisations n'ont pas permis d'avoir une incidence positive sur le taux de sous-emploi chez les jeunes ; sur les taux d'emplois des bénéficiaires cibles qui, d'ailleurs pour la plupart ont vu leurs Activités Génératrices des Revenus faire faillite ou ils ne sont pas arrivés à s'insérer dans le marché du travail après avoir complété leur formation. Des informations qualitatives qui ont été collectées pendant les premiers mois de la pandémie, on dénombre l'inclusion de 6,729 réfugiés dans les filets sociaux du projet d'appui aux réfugiés et aux communautés d'accueil (PARCA) à travers la Cellules des Filets Sociaux a eu un effet positif sur les ménages ciblés.

Les compétences de la vie courante ont été accrues à travers la mise en place d'espaces sûrs. Ainsi 580 femmes et filles ont acquis des compétences en matière de prise de parole en public, de débat, de gestion des menstruations et des serviettes hygiéniques, etc. dans un espace sécurisé. Les femmes prédicatrices ont formé des filles en utilisant le module sur l'extrémisme violent, la radicalisation pour former les jeunes filles dans leurs madrasas. Ce module de formation est également utilisé dans des espaces sûrs. 25 enseignants des écoles coraniques ont été formés

en Santé Sexuelle et Reproductive et Violence Basée sur le Genre. Les sujets sur l'extrémisme violent, la radicalisation et la maltraitance des enfants ont été largement touchés.

Renforcement des capacités de 25 adolescentes issues des milieux défavorisés en Compétence de vie courante, y compris en santé de la reproduction et en Genre et sanction des auteurs de violences basées sur le genre afin qu'elles puissent relayer les compétences acquises dans la communauté et y passer des informations sur la santé sexuelle et reproductive (ONU/Maison Nationale de la Femme de N'Djamena). La dotation en bourse, formation de 25 adolescentes issues des milieux défavorisés aux métiers porteurs, (notamment : Tresse et beauté, transformation de produits locaux, fabrication de savon, de mayonnaise, de crème, d'arôme magie et de sirop contre la toux) et mise à disposition de kits de fin de formation en vue de leur installation (ONU/Maison Nationale de la Femme de N'Djamena) ;

Le Renforcement du système d'information/Conseil de la Maison Nationale de la Femme de N'Djamena par l'installation de cinq Kiosques « Info Santé et bien-être Ado et jeunes » et la formation des gestionnaires desdits kiosques en Compétence de vie courante en santé maternelle, santé sexuelle et reproductives des jeunes et adolescentes, Planification familiale en Genre et sanction des auteurs de violences basées sur le genre pour la mise à disposition du public des

informations et conseil en ces matière. Appui au Centre multifonctionnel de la Maison Nationale de la Femme de N'Djamena pour la prévention et la prise en charge des victimes/survivantes de violences basées sur le genre (aménagement et équipement des salles d'accueil, d'écoute de victimes/survivantes et de prestation de services liés à la police et à la justice ; prise en charge du personnel du Centre multifonctionnel et appui à la prise en charge des victimes/survivantes de violences basées sur le genre). Appui à l'établissement et la délivrance des Actes de Naissance pour 35 000 personnes des communes de Bol et Laï en collaboration avec Agence nationale de titre sécurisé (ANATS).

DEFIS DANS LE DOMAINE DE LA GOUVERNANCE, PAIX ET SECURITE

Les difficultés rencontrées lors de la mise en place des activités dans ce groupe de résultats sont :

Les conséquences de la pandémie Covid-19 qui ont nécessité une révision de toutes les activités et de la manière d'exécution.

Les perturbations dans les activités économiques ont affecté les revenus tirés des activités de nombreux ménages (pour 63% des ménages en milieu rural) et des bénéficiaires des transferts provenant des parents ou des émigrants (pour 72% des ménages dépendant

des transferts). En effet, 23% des ménages ont estimé avoir fait face à une situation de faim due à une insuffisance de nourriture et/ou de revenu et 35% se sont engagés dans des stratégies qui affecteront leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire dans le court terme. La Covid-19 a aussi impacté d'une façon négative sur le travail fait et les résultats obtenus, en marginalisant de plus en plus les réfugiés, déplacés et entre eux surtout les jeunes et les femmes. Dans les dernières années, l'ONU s'est engagée de plus en plus sur le lien Humanitaire et Développement et sur l'inclusion des réfugiés, déplacés et les autres personnes dans les efforts pour le développement au Tchad. Le travail est surtout centré sur le plaidoyer avec le Gouvernement, les autorités locales mais aussi les autres Agences du Système des Nations Unies, les Organisations Non-Gouvernementales nationales et internationales, les bailleurs et les institutions financières qui travaillent au Tchad.

La contrainte propre à l'ONUDC est le manque de bureau, ce qui va être adressé au courant de 2021, ainsi que l'accès limité aux réunions de haut niveau avec UNCT. L'insécurité dans certaines zones d'intervention, notamment dans la région du Lac, avec l'opération « Colère de Bohoma » (31 mars – 8 avril 2020).



Recommandations dans le domaine de la gouvernance, paix et sécurité :

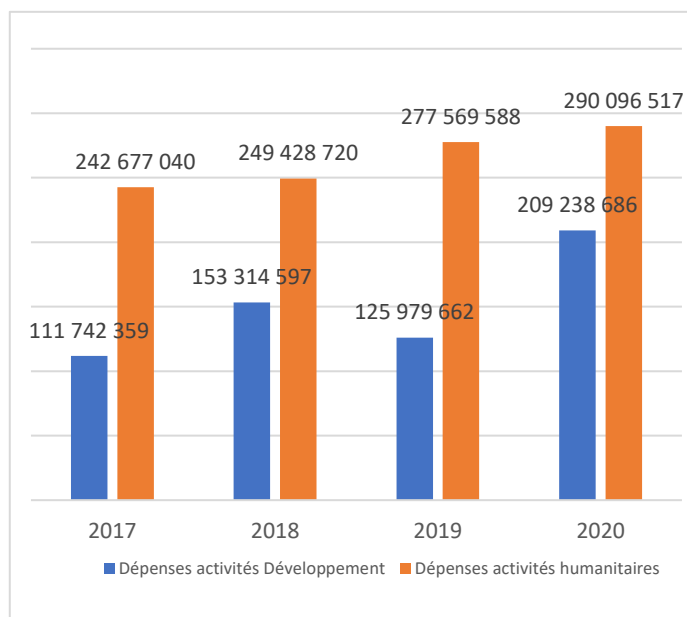
1. Poursuivre le renforcement de la gouvernance locale avec l'appui des Plans de Développement Provinciaux et des Plans de Développement Communaux en tenant compte des recommandations de l'étude de capitalisation
2. Accompagner la mise en œuvre de la Loi d'asile qui permet de réaliser une croissance inclusive et les mesures de protection sociale ont démontré une capacité de soutenir même les ménages plus défavorisés.
3. Poursuivre le renforcement des capacités des Comités Locaux de Paix afin que ces derniers puissent mener en continue le dialogue intercommunautaire, les initiatives locales de paix et de gestion de conflits
4. Appuyer le processus de développement du nouveau Plan National de Développement ;
5. Augmenter les filets sociaux en ciblant les plus vulnérables du point de vue législatif et socio-économique.
6. Plaider au niveau interagence pour l'allocation conséquente des ressources aux secteurs sociaux de base et la qualité des finances publiques pour la réalisation des droits de l'enfant sur la base des résultats de l'étude espace budgétaire.

Afin d'accélérer de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Tchad à travers une meilleure appropriation des ODD par les jeunes et leur participation active au niveau local, le système des Nations Unies a mis en place des clubs de sensibilisation sur les ODD et les Violences Basées sur le Genre.

Pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 à travers l'UNDAF en 2020, le système des Nations Unies a noué plusieurs partenariats avec les Organisations Non-Gouvernementales tant nationales qu'internationales. Des concertations multisectorielles et des missions aux niveaux des services déconcentrés ont permis de faire le renforcement des capacités techniques des services de l'Etat, plus précisément pour l'élaboration des stratégies de développement du secteur rural, le dispositif de suivi-évaluation global orienté vers les résultats (SEGOR) du Plan National d'Investissement du Secteur Rural du Tchad (PNISR) et l'Analyse de l'efficacité des politiques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable au Tchad.

En 2020, le système des Nations Unies a dépensé au total \$ 209 millions dans la mise en œuvre des activités programmées. Ainsi, sur quatre années de mise en œuvre du plan cadre de coopération 2017-2022, le système de Nations Unies a dépensé environ \$1,6 milliard

qui est plus que les \$1,3 milliard initialement estimés sur cinq ans.



Source : Financial tracking service OCHA et rapports revue annuelle UNDAF

En 2020, au total, \$309 millions ont été planifiées pour la mise en œuvre de l'UNDAF, \$272 millions étaient disponibles dont \$209 millions dépensées soit 77%. En effet, les appuis-conseils que les agences, individuellement ou collectivement, apportent au Gouvernement à travers les ministères chefs de file ne sont généralement pas évalués en terme monétaire.

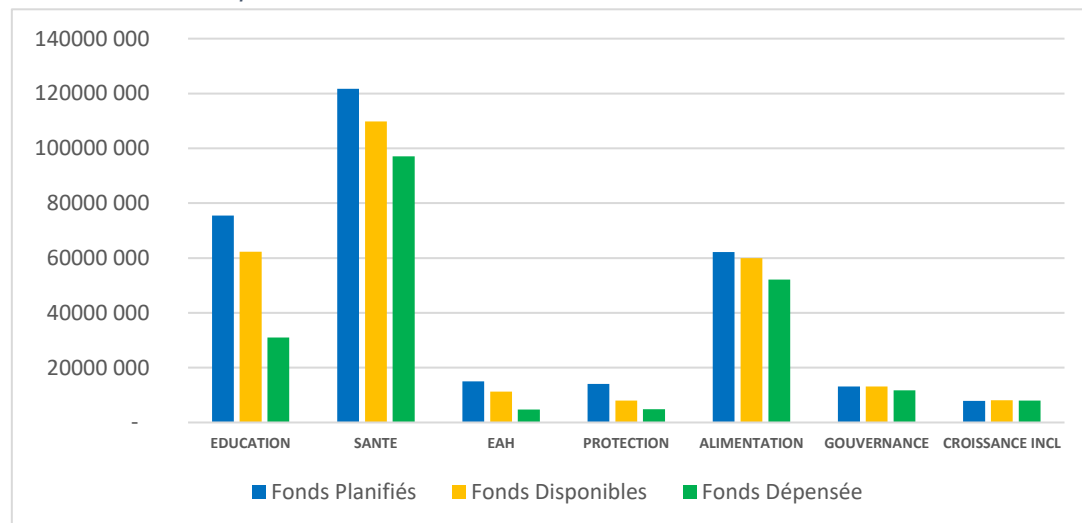


Tableau 1: Situation financière des fonds pour les activités UNDAF en 2020 par Effet

RESSOURCES	EDUCATION	SANTE	EAH	PROTECTION	ALIMENTATION	GOUVERNANCE	CROISSANCE INCL	TOTAL
Fonds Planifiés	75 505 484	121 759 703	15 042 662	14 117 269	62 161 016	13 082 435	7 855 819	309 524 388
Fonds Disponibles	62 295 834	109 817 613	11 208 038	7 962 152	59 901 315	13 112 435	8 090 819	272 388 206
Fonds Dépensée	30 992 863	97 021 966	4 663 472	4 778 133	52 143 403	11 700 748	7 938 101	209 238 686
% Taux de dépenses	50%	88%	42%	60%	87%	89%	98%	77%

Source : revue des contributions financières soumis par les agences en fin d'année

Figure 21: Situation financière des fonds pour les activités de développement en 2020 par Effet



Source : revue des contributions financières soumis par les agences en fin d'année

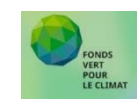


Les interventions du Système des Nations Unies au Tchad sont financées principalement par les contributions des Etats membres qui constituent les ressources de base des agences.

Ils donnent aux agences du système des Nations Unies la capacité de répondre à l'évolution rapide et aux nouvelles priorités des pays, de s'acquitter de leurs mandats mondiaux, et de réaliser les programmes de développement dans le pays.

En sus des contributions des Etats membres, le Système des Nations Unies mobilise, des financements autres que les ressources de base. Ces financements volontaires proviennent essentiellement des partenaires bilatéraux et multilatéraux, des fonds thématiques ainsi que des fonds communs liés au développement permettant ainsi aux agences de s'engager davantage dans des activités conjointes.

Le Système des Nations Unies au Tchad tient à remercier tous ses partenaires et bailleurs en l'occurrence les partenaires étatiques et non étatiques, les bailleurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que ceux finançant des fonds communs inter agences et les fonds thématiques pour leur confiance et contributions ayant permis au Système des Nations Unies de réaliser des progrès significatifs en 2020 et d'adresser les défis liés à la pandémie de COVID 19 qui a considérablement impacté la décennie d'action pour atteindre les objectifs mondiaux.



APPRECIATION DES MECANISMES DE GESTION ET DE COORDINATION

Les mécanismes conjoints de coordination de l'UNDAF sont à deux niveaux, politique et technique. Au niveau politique et de haute instance de l'Etat, le comité de pilotage de l'UNDAF est présidé par le Ministre de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale. Au niveau technique, la supervision et la coordination est assurée par trois groupes de résultats stratégiques, sous le leadership des Chefs d'agences désignés par la Coordinatrice résidente et dans lesquels participent les points focaux des ministères sectoriels concernés.

Au cours de l'année 2020, nous avons noté une forte mobilisation des agents du gouvernement pour les séances de travail dans certains Effets UNDAF, tels que le secteur de la Santé, de l'Education et de l'Eau, Hygiène et Assainissement. Pour une partie des secteurs, cette mobilisation est en train de se renforcer pour assurer un véritable leadership et implication de la partie nationale.

Rôles et attributions du Comité National de Pilotage

1. Examiner et confirmer l'orientation stratégique et l'ensemble des priorités de financement du Programme unique ;
2. Assurer une supervision et un appui de haut niveau ;
3. Suivre la mise en œuvre des recommandations des réunions antérieures.

Rôles et attributions des Groupes de Résultats Stratégiques

Les trois groupes de résultats stratégiques ont les responsabilités suivantes:

1. Préparer les plans de travail conjoints annuels ;
2. Assurer le suivi conjoint des progrès, l'harmonisation les approches avec les orientations des ministères sectoriels ;
3. Préparer les revues annuelles et les évaluations finales ;
4. Faire un rapport régulier au comité National de pilotage ;
5. Signaler tout problème survenu au cours de l'année dans la mise en œuvre de l'UNDAF afin d'obtenir une orientation au niveau ministériel et du comité national de pilotage.

Du côté des Nations Unies au Tchad, la présidence des groupes de résultats stratégiques est la suivante :

Résultat stratégique 1: développement du capital humain

- **Président:** Représentante résidente de l'UNICEF
- **Vice-Président:** Représentant résident de l'OMS

Résultat stratégique 2 : Protection sociale, gestion de crise et durabilité environnementale

- **Président:** Représentant résident de la FAO
- **Vice-Président:** Représentant résident du PAM

Résultat stratégique 3 : Gouvernance, paix et sécurité

- **Président:** Représentant résident du PNUD
- **Vice-Président:** Représentante résidente du HCDH

Groupes et mécanismes internes de coordination du système des Nations Unies

En plus des mécanismes de coordination conjointe ci-dessus, le système des Nations Unies dispose des mécanismes de coordination interne conjointe qui contribuent à renforcer la mise en œuvre conjointe de l'UNDAF et l'harmonisation des approches conformément aux mécanismes internes. Les différents groupes thématiques sont présidés à tour de rôle par des chefs d'agences désignés en tant que président et vice-président qui coordonnent les activités des groupes et font rapport à l'équipe pays des Nations Unies. Au Tchad, les différents groupes se présentent comme suit :

a) L'équipe pays des Nations Unies

Présidé par la Coordinatrice résidente des Nations Unies, ce groupe est l'organe suprême de supervision interne des opérations des Nations Unies dans le pays. Il traite les questions d'ordre programmatiques et opérationnelles concernant le travail de l'Organisation des Nations Unies.

b) L'équipe de gestions des Programmes

Ce groupe a comme président le Représentant résident du PNUD et le Représentant résident de l'UNFPA est le vice-président. L'équipe de gestion des programmes discute des questions

d'ordre programmatiques des trois résultats stratégiques de l'UNDAF et fait des recommandations à l'équipe pays des Nations Unies lorsque des décisions sont nécessaires. Il s'agit d'un groupe clé sur la mise en œuvre et l'orientation des programmes et contribue à l'analyse commune de pays, propose des nouvelles orientations sur la base des nouveaux défis ; assure la qualité des notes conceptuelles pour la mobilisation des ressources et participe à d'autres activités clés dans le processus UNDAF. Ce groupe devrait se réunir tous les mois.

c) Groupe de Suivi Evaluation

Ce groupe est sous la direction de la Représentante résidente de l'UNICEF et vice-président par le Directeur Pays de l'ONUSIDA. Il assure le suivi et l'évaluation internes, ainsi que l'établissement de rapports conjoints internes. Il travaille en étroite collaboration avec les trois groupes de résultats stratégiques. Il joue un rôle clé dans la collecte de données et le reporting conjoint ainsi que l'opérationnalisation de UNINFO.

d) Groupe communication

Ce groupe prépare et assure la mise en œuvre du plan de communication conjoint des Nations Unies. Il est placé sous la direction du Représentant résident du HCR, appuyé par la Représentante résidente de l'UNICEF en tant

que vice-président. Ils jouent un rôle clé dans l'orientation des activités de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne parler d'une seule voix ou « communicating as one ».

e) Groupe des opérations

Le Groupe de gestion des opérations est présidé par le Représentant résident du HCR, et le Représentant résident du PNUD en tant que vice-président.

Le groupe des opérations coordonne la mise en œuvre du programme des Nations Unies, qui vise à garantir que le soutien administratif et financier des activités de l'agence des Nations Unies est coordonné pour améliorer l'efficacité et l'efficience. Ce groupe a élaboré la stratégie des opérations commerciales des Nations Unies pour le Tchad, qui est en cours de mise en œuvre. La stratégie garantira qu'en rationalisant et en rejoignant les processus administratifs des agences, l'Organisation des Nations Unies au Tchad réalisera des économies opérationnelles significatives qui seront canalisées dans des programmes au profit de la population du Tchad.

f) Groupe thématique genre et droits de l'homme

Ce groupe assure la coordination et la rationalisation des activités liées au genre et aux droits de l'homme dans les trois résultats stratégiques de l'UNDAF et soutient sa mise en

œuvre ainsi que le Plan de réponse humanitaire. Le groupe est dirigé par le Représentant résident de l'UNFPA et la Représentante résidente du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en tant que vice-présidente.

g) Groupe UN Migration Network

Présent au Tchad depuis Février 2020, le Réseau des Nations Unies pour les Migrations a été officiellement activé en Septembre 2020. Avec l'appui du Réseau, le Gouvernement du Tchad a organisé le 19 Novembre 2020 le tout premier Examen National Volontaire du Pacte Mondial pour les Migrations (PMM) sous la direction du Ministère des Affaires Etrangères. Avec l'appui du Réseau et ses agences membres, divers officiels du Gouvernement du Tchad ont vu leurs connaissances et compétences renforcées notamment sur les droits des migrants, la lutte contre la traite des personnes et l'orientation des survivants, ainsi que la mise en œuvre efficace du Pacte mondial pour les migrations en vue du renforcement de la gestion des migrations au Tchad.

h) Groupe thématique VIH/ Sida

Le programme conjoint sur le VIH / SIDA et le groupe thématique sur le VIH / Sida sont l'un des plus anciens mécanismes de coordination conjointe des Nations Unies. Ce groupe est

présidé par le Directeur Pays ONUSIDA et vice-président par la Directrice pays de l'OIM.

Au cours de l'année 2020, les agences du Système des Nations Unies ont contribué aux activités de dépistage couplées à la sensibilisation, au plaidoyer pour la Prévention de la Transmission Mère-Enfant, au renforcement du leadership des jeunes et au renforcement de capacités des structures nationales de lutte contre le VIH. Les principales activités menées au cours de l'année ont été l'appui à la réalisation de la journée mondiale de lutte contre le SIDA 2020 qui a permis de dépister 4566 personnes au VIH dont 45 positifs ont été orientées dans les centres de prise en charge ; le renforcement de capacités des acteurs pour la dispensation différenciée des Antirétroviraux ; et la forte décentralisation de la prise en charge jusqu'au niveau communautaire.

i) Comité de gestion du dispensaire

Le comité de gestion du dispensaire est présidé par le Représentant résident de l'OMS et vice-président par le Directeur Pays ONUSIDA. Ce comité supervise la gestion de la Clinique des Nations Unies, à N'Djamena, et d'autres cliniques des Nations Unies dans la province du Tchad. En 2020, ce comité a joué un rôle clé dans la gestion de la réponse COVID-19 pour le personnel des Nations Unies au Tchad.



Notre équipe pays

Les entités des Nations Unies



Violette Kakyomya
Coordonnatrice résidente de l'ONU et coordonnatrice humanitaire au Tchad.
violet.kakyomya@un.org



Dieudonné Bamouni
OCHA Chef de bureau
dieudonneb@un.org



Sennen Hounton
UNFPA Représentant
hounton@unfpa.org



Viviane Van Steirteghem
UNICEF Représentante
vvansteirteghem@unicef.org



Kamil Kamaluddeen
PNUD Représentant
kamil.kamaluddeen@undp.org



Anne Kathrin Schaefer
OIM Cheffe de mission
aschaefer@iom.int



Claude Djibidar
PAM Représentant et Directeur de pays
claudedjibidar@wfp.org



OUATTARA Yafflo
ONUSIDA Directeur Pays
ouattaray@unaids.org



N'diaye Mansour
FAO Représentant
mansour.ndiaye@fao.org



Jean-Bosco Ndiokubwayo
OMS Représentant
ndiokubwayoj@who.int



Papa Kysma Sylla
UNHCR Représentant
syllap@unhcr.org



MINELLI Flaminia
HCDH Représentante
fminelli@ohchr.org



Salah Khaled
UNESCO Représentant régional pour l'Afrique centrale
s.khaled@unesco.org



Dr Amado Philip de Andres
UNODC Directeur
amado.deandres@un.org



Maiga Aminata
ILO Directrice régionale
maiga@ilo.org



Messer Norman
FIDA Directeur pays
n.messer@ifad.org



ANNEXES

ANNEXE I. REPONSES SANITAIRES DES NATIONS UNIES A LA COVID-19

Verified

3 Celebrating global solidarity
around COVID-19



Le Tchad a déclaré son premier cas le 19 mars avec un pic pour la première vague épidémique Covid-19 au cours de la semaine du 4 mai 2020. Le pays a connu une réémergence de cas dans les provinces du sud en août 2020 et à N'Djamena depuis décembre 2020.

Le Gouvernement a agi vigoureusement pour contrôler l'épidémie de Covid-19. Les frontières aériennes et terrestres ont été fermées à tout trafic le 18 mars 2020, à l'exception du transport de marchandises. Les écoles, bars, restaurants et autres lieux de rassemblements sociaux et tous les rassemblements de plus de 50 personnes ont été interdits dès la déclaration de l'épidémie. Les lieux de culte, les transports publics de masse, les magasins et les marchés, à l'exception de ceux qui vendent des produits alimentaires, ont été fermés à partir du 22 mars 2020. Un couvre-feu nocturne à N'Djamena et dans quatre provinces frontalières du Cameroun a été instauré le 2 avril et l'état d'urgence sanitaire a été déclaré le 25 avril 2020 sur l'ensemble du territoire, permettant aux autorités compétentes de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la lutte contre le virus.

Engagement des Agences du Système des Nations Unies

Le 4 février 2020, la politique de l'Organisation des Nations Unies en matière de gestion des crises était activée à la suite de la déclaration par le Directeur Général de l'Organisation Mondiale de la Santé, de la Covid-19 comme urgence de santé publique de portée internationale et les équipes et mécanismes de coordination de l'ensemble du Système des Nations Unies (SNU) de gestion de crise étaient mises en place. C'est dans cette foulée que le 6 février 2020 une première réunion était convoquée avec l'ensemble des membres de l'Equipe Pays du système des Nations Unies. Sous le leadership de la Coordinatrice Résidente, l'équipe pays a joué un rôle important dans les appuis-conseils à l'égard du Gouvernement du Tchad et des partenaires pour la réponse à la Covid-19.

L'équipe pays du système des Nations Unies, ensemble avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) a élaboré une « *Stratégie multi sectorielle du Système des Nations Unies pour soutenir la réponse du gouvernement et du peuple tchadiens à la crise de la Covid-19* » a été adoptée et définie la vision, la portée, le cadre et les principes des

actions du SNU, qu'il s'agisse de nouvelles initiatives ou de reprogrammation des ressources existantes, afin d'aider le gouvernement à répondre à la crise. La stratégie est composée de cinq axes avec des interventions détaillées sur la santé, la protection des personnes, la reprise économique, la macroéconomie et la collaboration multilatérale et la cohésion sociale et la résilience communautaire.

Cette stratégie s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement (2017-21), du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2017-2022), du Cadre de partenariat par pays de la Banque mondiale (2016-2020), du Plan d'action humanitaire (2020) et du Plan d'intervention des pays pour les réfugiés (2019-2020), qui visent tous à aider le Tchad à atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030. De plus, cette stratégie s'articule dans le cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate au Covid-19, lancé par le Secrétaire général en avril 2020.

Les différentes contributions du système des Nations Unies à la préparation et à la réponse du Covid-19 peuvent être résumé comme ci-dessous sans être exhaustif :

- ✓ Acquisition d'équipement essentiel y compris les EPI et les équipements médicaux et autres produits de santé d'urgence ;
- ✓ Acquisition de tests, réactifs et autres tests diagnostiques ;
- ✓ Acquisition de kits d'hygiène et savon et production de solution Hydroalcoolique ;
- ✓ Acquisition de produits nutritionnels pour le traitement de la malnutrition chez les enfants ;
- ✓ Acquisition des équipements de protection individuel pour le personnel de santé ;
- ✓ Acquisition des tablettes et d'une application pour le suivi des cas de Covid-19 et prise en charge de la connexion internet dans le cadre de la surveillance ;
- ✓ Acquisition, construction et don de cliniques mobiles au gouvernement aux centres de santé à N'Djamena et dans huit provinces pour gérer les cas de Covid-19 ;
- ✓ Acquisition des ordinateurs portables pour les agents du Ministère de la santé publique et de la solidarité nationale à N'Djamena et dans les provinces ;
- ✓ Acquisition des Scanner pour la prise en charge des cas à N'Djamena et dans les provinces ;
- ✓ Acquisition d'un groupe électrogène de 40 kwa pour l'appui du ministère de la santé publique et de la solidarité nationale ;
- ✓ Acquisition des tentes de 72m², 24m² et 12m² pour la prise en charge des cas à N'Djamena et dans les Provinces ;
- ✓ Acquisition des équipements (tables d'accouchement, lits d'hospitalisation) pour la prise en charge à N'Djamena et dans les Provinces ;
- ✓ Acquisition des produits de la santé de la reproduction pour la continuité des services ;
- ✓ Acquisition des kits de dignité pour les femmes et les filles en situation précarité ;
- ✓ Appui à l'élaboration du plan national de déploiement des vaccins contre la Covid-19 ;
- ✓ Appui à la mise en place de la plateforme de suivi des cas « Tracking Covid-19 » ;
- ✓ Appui à la préparation de la documentation pour les soumissions à GAVI de demande de vaccins contre la Covid-19 et de demande de la chaîne du froid ;

- ✓ Appui à la surveillance, la communication des risques et l'engagement communautaire, les mesures de santé publique, le diagnostic, la gestion des cas et la coordination stratégique et technique de l'intervention ;
- ✓ Appui à l'élaboration de la cartographie des points d'entrée, des mouvements de migrants et collecte d'informations ;
- ✓ Appui à la communication des risques et engagement communautaire ;
- ✓ Appui au déploiement d'équipes médicales d'urgence pour la prise en charge des cas et le renforcement de l'oxygénothérapie ;
- ✓ Appui à l'équipe multidisciplinaire mobile avec la Commission Nationale pour l'Accueil et la Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés et d'autres partenaires pour surveiller les besoins de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile ;
- ✓ Fabrication de masques de nez réutilisables ;
- ✓ Formation du personnel médical et de laboratoire ;
- ✓ Fourniture d'expertise tout au long de la préparation et de la réponse ;
- ✓ Fourniture de rations d'urgence pour soutenir les populations locales dans les centres de quarantaine ;
- ✓ Fourniture de services de transport aérien à la demande pour les responsables gouvernementaux et les acteurs de la santé ;
- ✓ Fourniture d'une assistance technique dans le domaine des technologies de l'information et de la communication aux institutions gouvernementales (ministères, départements et agences).
- ✓ Interventions sociales et psychosociales
- ✓ Mise à jour régulière sur les restrictions de voyage et de mobilité
- ✓ Prêt de véhicules pour soutenir les besoins de transport et de logistique du gouvernement pour faire face à la pandémie de Covid-19 et aux cas de Chikungunya (est du Tchad) ;
- ✓ Acquisition des ambulances pour la prise en charge des cas ;
- ✓ Recrutement de personnel de santé mis à la disposition du Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale en partenariat avec la Banque Mondiale ;
- ✓ Recrutement de personnel de santé supplémentaire en partenariat avec l'ONU ;
- ✓ Remboursement des dépenses admissibles pour promouvoir la continuité des activités courantes ;
- ✓ Renforcement des capacités des formations sanitaires en ressources humaines pour assurer le continuum des soins (Sages-femmes) ;
- ✓ Renforcement des capacités des sages-femmes et autres personnels de santé en Prévention et Contrôle des Infections ;
- ✓ Soutien à la connaissance et à la compréhension des communautés de réfugiés, de rapatriés et de personnes déplacées ;
- ✓ Soutien à la gestion des cas et à la continuité des services essentiels (distribution de tentes mobiles pour l'isolement des cas et réhabilitation des centres de santé) aux points d'entrée ou à proximité ;
- ✓ Soutien au diagnostic biologique à N'Djamena et dans les communautés de réfugiés et de déplacés internes ;
- ✓ Soutien aux enfants de rue à N'Djamena ;
- ✓ Soutien logistique pour la surveillance épidémiologique ;
- ✓ Surveillance épidémiologique aux points d'entrées ;

- ✓ Surveillance épidémiologique et gestion des données ;
- ✓ Transport des cas suspects des centres de santé des camps de réfugiés et des sites de personnes déplacées vers les hôpitaux de district et les hôpitaux provinciaux identifiés pour la gestion des cas Covid-19.
- ✓ WASH aux Points d'entrées
- ✓ Le BIT, a soutenu la réalisation d'une étude d'impact de la pandémie de Covid-19, sur le monde de travail, ainsi que la réalisation d'une enquête pour la collecte des données du marché du travail.

Financièrement, au cours de l'année 2020 le système des Nations Unies a ainsi contribué à la réponse sanitaire de la Covid-19 au Tchad à un montant de 8,3 Millions USD, montant à lequel s'ajoutent la contribution de la Banque mondiale de 16,9 millions USD (contribution directe et 2,5 millions USD, par le biais de projets SWEDD et REDISSE IV 14,4 millions USD) et la contribution du Fonds Monétaire International.

La stratégie « One UN » dans la coordination et la réponse du SNU au Tchad a fonctionné de façon optimale dans la riposte contre la pandémie de Covid-19. Sous la coordination technique du Représentant de l'OMS en étroite

collaboration avec la Coordinatrice Résidente, une réunion hebdomadaire est tenue entre Chefs d'Agences pour harmoniser leurs actions à la réponse Covid-19. Au niveau technique des groupes de travail ont été mis en place pour la réponse, par exemple pour le renforcement diagnostique et pour les besoins d'approvisionnement en EPI, réactifs de laboratoire et autres produits médicaux. Le portail mis en place par le SNU pour centraliser et harmoniser les commandes a été d'une grande utilité.

A de nombreux égards, les efforts ont été couronnés de succès. Certes l'épidémie est toujours présente, mais des progrès ont été réalisés au Tchad aux niveaux du système national de surveillance, du système de l'approvisionnement, des capacités diagnostiques et du système de santé et de la coordination de la réponse.

Cependant, la situation demeure fragile et les défis importants pour le Tchad, qui a des ressources organisationnelles, technologiques et humaines limitées. Les systèmes de surveillance des maladies et de santé sont déficients sur plusieurs aspects et les efforts des agences et partenaires sont confrontés à ces déficiences. La crise de la Covid-19 met à l'épreuve le maintien des acquis et l'atteinte des objectifs de développement durable de Santé et de Bien-être.

Les défis sont également importants pour les agences nationales ou les ressources humaines demeurent limitées. Du personnel a été réaffecté en urgence au début de la réponse, ce personnel s'amenuise au fur et à mesure du temps et de la reprise des programmes essentiels.

Malgré tout, les Agences du système des Nations Unies demeurent mobilisés pour soutenir le gouvernement et la population tchadienne dans ses efforts à réduire les conséquences sanitaires, sociales et économiques de la Covid-19.

Lignes d'activités pour 2021 est essentiellement la mise en œuvre de la Stratégie Multisectorielle du Système des Nations Unies en Soutien à la Réponse du Gouvernement et du Peuple Tchadien Face à la Crise de la maladie à Coronavirus 2019.



ANNEXE II. REPONSES SOCIO-ECONOMIQUES DES NATIONS UNIES A LA COVID-19



Sous le leadership du Gouvernement à travers le Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale, le Système des Nations Unies et la Banque Mondiale ont appuyé le Gouvernement pour mener une étude sur l'impact socio-économique de la pandémie COVID 19 au Tchad. Ceci a permis l'élaboration de plan de réponse nationale.

Le rapport sur l'impact socio-économique et le plan de réponse ont reçu les contributions de l'ensemble des secteurs ministériels et des plusieurs partenaires au développement. Ont contribué à la validation technique du plan de réponses intégrées à la Covid-19 pour la résilience socio-économique au Tchad 2020-2022, les points focaux des Ministère en charge de : la Santé, de l'Education, de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Hydraulique, de la Formation Professionnelle, de l'Energie, des Finances et du Budget, de la Femme, ainsi que les représentants des agences du système des Nations Unies. Le lancement du rapport a eu lieu par le Ministre en charge du Plan et la Coordinatrice Résidente de SNU. Le Gouvernement est actuellement dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans ce rapport avec l'appui des partenaires au développement.

Compte tenu de l'ampleur de l'affaiblissement du secteur privé accompagné d'une perte d'emplois dans tous les secteurs, Le Gouvernement à travers le Ministère en charge du Plan a décidé d'initier une enquête auprès des micros, petites et moyennes entreprises. Il est appuyé dans cette activité par les agences de Système des Nations Unies. Ainsi 973 entreprises ont été couvertes dans les trois principales villes du Tchad (N'Djamena, Moundou et Abéché). Le projet du rapport du dépouillement et des analyses des données de cette enquête est disponible et sera partagé avec les partenaires au développement après adoption. Ce rapport prescrit des mesures spécifiques pour relancer les entreprises très durement affectées et atténuer les impacts socio-économiques de la pandémie Covid-19.

Les autorités tchadiennes ont décidé de prendre des mesures pour atténuer les impacts de la crise provoquée par la Covid-19, comme le fait savoir le président de la république lors de sa deuxième adresse à la nation, au sujet de la pandémie, le 14 avril. « ***C'est dans cette perspective que j'ai décidé de prendre une série des mesures concrètes et réalistes à titre d'assistance aux populations et de soutien aux acteurs économiques, afin de soulager un tant soit peu le fardeau de cette crise qui ne fait que***

commencer », avait déclaré le Maréchal du Tchad, Idriss Déby Itno.

Sur le plan social, ces mesures du gouvernement comprennent, entre autres, l'assistance alimentaire aux ménages vulnérables avec le renforcement des stocks de l'Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA) avec l'implication des organisations humanitaires dans cette assistance. L'Etat voudrait aussi garantir la disponibilité des denrées de première nécessité à des prix abordables, en mettant à contribution les opérateurs économiques et les banques dans l'expérimentation de solutions nouvelles. Il est aussi question de mettre en place un Fonds National de Solidarité et de Soutien aux populations vulnérables qui devrait permettre d'élargir et de renforcer les filets sociaux sur l'ensemble du territoire. L'Etat a également décidé de prendre en charge, pour les plus vulnérables, pendant six mois, les factures d'eau et pendant trois mois celles d'électricité domestique en faveur des ménages, dans tout le pays.

Sur le plan économique, l'Etat a décidé de réduire de 50% la contribution à la patente en faveur de tous les opérateurs, et des contributions à l'Impôt général libératoire sur tout le territoire national jusqu'à la fin l'année 2020. De plus, tous les contrôles ponctuels en

matière de fisc et toutes les vérifications générales de comptabilité ont été suspendus pour trois mois, pour compter d'avril 2020. En plus de ces décisions visant à amortir les impacts liés à la pandémie, il faut noter l'assouplissement des mesures anti-Covid-19, telles que l'ouverture des commerces, le 20 mai, des trafics interurbains le 21 juin, des établissements scolaires et universitaires, et des lieux de cultes le 25 juin. La reprise des vols était autorisée à partir du 1^{er} août. Cet assouplissement a permis à la vie sociale et à l'économie de reprendre.

Les partenaires de développement du Tchad ne se sont pas croisés les bras devant ces difficultés. C'est ainsi que le Système des Nations Unies au Tchad a apporté un appui technique à l'ONASA et aux autres institutions étatiques sur les questions de sécurité alimentaire, et dans la planification et les distributions de l'assistance alimentaire. Il y a eu fourniture d'une aide alimentaire ciblée pour répondre aux besoins des communautés locales dans 13 provinces, pour un total de plus de 430,000 personnes assistées.

En outre, le système des Nations Unies a appuyé le Gouvernement avec le matériel informatique. Cet appui vise à faciliter le travail à distance d'abord entre les cadres du Ministère de l'Economie qui est au centre de la

mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport d'évaluation des impacts socio-économiques de la COVID-19 et ensuite entre les autorités et les partenaires au développement. Ainsi, les ordinateurs laptops accompagnés des modems ont été remis au Ministère de l'Economie. Les mini-tablettes ont été également remises au même Ministère pour l'enquête auprès des Micro, petites et moyennes entreprises sur les impacts socio-économiques du COVID-19.

Toujours sur le plan social, le Système des Nations Unies a appuyé le Ministère en charge du Commerce et de l'Industrie avec les kits de protection contre la COVID-19. Ainsi les masques faciaux confectionnés par des opérateurs économiques locaux ; 200 systèmes complets de lavage de main, comprenant des seaux avec robinet et des supports métalliques fabriqués localement ; des gels hydroalcooliques et enfin 150 cartons de savons ont été remis au Ministère pour aider les commerçants dans le secteur informel ainsi que les micro et PME.

ANNEXE II. REPONSES HUMANITAIRES Y COMPRIS LES REFUGIES



En 2020, la communauté humanitaire a continué à travailler ensemble pour répondre aux besoins humanitaires au Tchad liés aux urgences sanitaires, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et les mouvements de population. Ci-dessous est le résumé du travail fait par la Communauté humanitaire : Nations Unies, organisations non-gouvernementales nationales et internationales en appui de la réponse humanitaire du Gouvernement.

Le plan de réponse de la communauté humanitaire pour 2020 (HRP 2020), élaboré au début de l'année 2020 présentait une stratégie humanitaire ciblant 3 millions de personnes aux besoins humanitaires critiques pour un montant de plus de 545 millions USD. Cette stratégie était axée sur trois objectifs stratégiques : i) sauver et préserver la vie et la dignité des populations affectées, ii) réduire la vulnérabilité des populations affectées à travers le renforcement de la résilience et iii) contribuer à la protection des populations vulnérables et renforcer la redevabilité envers les populations affectées. En effet, l'approche prioritaire a été de répondre aux besoins les plus urgents tout en renforçant la résilience et favorisant le lien avec le développement afin d'aider les populations affectées à se relever durablement. L'approche développée reposait aussi sur des interventions

humanitaires sectorielles, multisectorielles et innovantes. La communauté humanitaire a mis à jour et adapté les interventions humanitaires multisectorielles et sectorielles avec un plan de réponse humanitaire révisé en juillet 2020 afin de prendre en compte les événements non prévus au début de 2020, notamment la pandémie Covid-19 et l'augmentation considérable des personnes en déplacement dans la province du Lac (qui est passé de 222 019 en septembre 2019 à 298 803 en avril 2020, et 393 483 en novembre 2020). Ce plan révisé a répondu aux augmentations estimées du nombre de personnes affectées avec un nouveau ciblage de 3,8 millions de personnes et a intégré les besoins liés au Covid-19 déjà inclus pour le Tchad dans le Plan mondial d'intervention humanitaire pour le Covid-19. Ce plan vient en complément d'autres plans et initiatives pour le Tchad, y compris le plan national de contingence pour la Préparation et la riposte à l'épidémie de Covid-19 d'une durée de 12 mois (1 mars 2020 au 28 février 2021). Le Plan de Réponse Réfugiés (RRP) a été également ajusté en intégrant les nouveaux afflux de réfugiés du Soudan et la Covid-19. De même, l'ONU a élaboré une stratégie d'intervention pour son travail de soutien aux migrants au nord, de suivi des mouvements et suivi des points d'entrée (POE) au Tchad, notamment en appui aux étudiants rentrés du Cameroun, à

travers une assistance centrée sur la Covid-19. Les nouvelles réponses et adaptées ont reconnu la vulnérabilité particulière de certains groupes dans le contexte du Covid-19, et l'augmentation des préoccupations en matière de protection au Lac avec la combinaison du Covid-19 et de l'insécurité.

Au Lac, la communauté humanitaire s'est fortement engagée pour répondre aux déplacements liés aux affrontements entre les Forces de Défense et de Sécurité et les Groupe Armée Non Etatique, notamment après l'opération colère de Bohoma. L'action rapide et coordonné des partenaires, a permis d'établir et d'aménager le site de Amma afin d'accueillir les nouveaux déplacés arrivés au site de Diameron qui étaient très exposés du point de vue sécuritaire. La relocalisation de ces déplacés de Diameron à Amma est aussi un exemple de coordination des acteurs humanitaires en appui des autorités locales. En outre, le stock de contingence interagence a servi pour répondre à une partie des besoins liées à ces nouveaux déplacements. Enfin le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) établi en 2020 a permis de mener des évaluations rapides pour donner suite aux alertes de mouvements de populations et de répondre à quelque 4 000 ménages dans des

plus courts délais.



La communauté humanitaire a également joué un rôle clé dans la réponse aux inondations de 2020 qui ont touché le pays, y compris la capitale, et qui ont été les plus sévères depuis 10 ans. L'appui déterminé de la communauté à la réponse sous le leadership du gouvernement a permis de conduire plusieurs évaluations rapides des besoins au centre (Batha), à l'Est (Ouaddai, Sila), au Sud (Mandoul, Mayo-Kebbi Est), au Lac et à N'Djamena et d'apporter une réponse sectorielle et multisectorielle dans les différentes provinces du pays, et en même temps de renforcer les capacités techniques des structures étatiques en réponse aux catastrophes naturelles, en particulier au niveau du nouveau comité de crise dirigé par le gouvernement pour la réponse aux inondations et géré par le directeur de l'Office National de la Sécurité Alimentaire (ONASA). Au niveau de

N'Djamena une réponse conjointe multisectorielle en partenariat avec l'ONASA a été apporté par plusieurs agences du système des SNU et organisations aux personnes affectées par les inondations, y compris l'établissement et aménagement du site de Tradex (dans le 9^{ème} arrondissement) pour les déplacés par les inondations. Malheureusement, les capacités limitées de la communauté humanitaire mais aussi du gouvernement en termes de disponibilité de stock de contingence pour les urgences, n'ont pas permis d'apporter une réponse à la hauteur des besoins identifiés dans toutes les provinces affectées.

Tout au long de 2020, la stratégie de protection et la réponse pour les réfugiés de l'ONU ont été centrées sur le principe « rester et livrer » associé à des approches flexibles et innovantes qui ont permis d'adapter ses activités de protection et d'assistance aux changements opérationnels et aux défis induits par la pandémie Covid-19. L'enregistrement des demandeurs d'asile et des réfugiés s'est poursuivi ainsi que la délivrance de 43 625 certificats de naissance aux réfugiés (29 077) et aux enfants tchadiens (14 548), y compris les personnes déplacées. Plus de 90 959 réfugiés ont été inscrits à l'école du préscolaire au secondaire. L'accès aux soins de santé

primaires, secondaires et tertiaires a été fourni à tous les réfugiés et à la population hôte environnante dans tous les centres de santé des camps et dans plusieurs hôpitaux publics de référence, malgré les pressions exercées par Covid-19 sur le système de santé du Tchad. Dans le camp de Dar es Salam au Lac (réfugiés nigériens), 418 unités de logement de réfugiés (RHU), 1 300 abris fabriqués à partir de matériaux locaux, 810 abris d'urgence et 94 abris durables ont été construits. Lors de l'urgence des réfugiés soudanais 2019/2020, où un nouvel afflux de réfugiés de plus de 16 000 personnes s'est produit, l'ONU a fourni et installé 2 400 tentes familiales d'urgence, 40 abris d'urgence (7 hangars) au centre de transit, 40 abris d'urgence (2 hangars) au centre de détention, 3 abris pour la Direction de la protection des travailleurs humanitaires et des réfugiés (DPHR), 31 tentes familiales d'urgence. Enfin l'adoption de la nouvelle loi sur l'asile par l'Assemblée nationale tchadienne en décembre 2020 a constitué une évolution majeure en 2020. La loi vise à combler un vide juridique en renforçant le cadre juridique existant et à permettre aux réfugiés de bénéficier d'une protection et d'une assistance internationales. En outre, il permettra aux réfugiés d'exercer leurs droits fondamentaux, notamment la liberté de mouvement,

l'éducation, les soins de santé et l'accès à l'emploi.

Les changements dans l'environnement opérationnel à cause des mesures barrières contre la Covid-19 ont réduit la capacité de réponse dans le pays, notamment à cause de la limitation des mouvements de personnes. Cependant, le gouvernement a autorisé un nombre limité de véhicules appartenant aux Nations Unies et aux organisations non-gouvernementales nationales et internationales à circuler dans le cadre des programmes critiques. En plus, le gouvernement a exonéré de 1% de prélèvement appliqué dans le cadre du décret présidentiel relatif aux ONGs, aux projets humanitaires ou ceux pour lutter contre la pandémie. La communauté humanitaire a aussi dû mettre à jour et adapter les interventions humanitaires multisectorielles à partir du premier trimestre de 2020 (e.g. distribution de l'assistance en respectant la distanciation physique, la distanciation sociale et l'interdiction des rassemblements). Néanmoins, la Covid-19 n'a pas impacté en tant que telle la stratégie des clusters (hormis l'éducation en raison de la fermeture des écoles). Cependant, a impliqué des changements dans les réponses entraînant des cibles à la hausse et des budgets plus élevés,

une nouvelle priorisation, et des nouvelles activités. Les clusters et les organisations ont donc revu leur réponse prévue en début d'année 2020, afin de répondre aux besoins dérivés de l'impact direct du Covid-19 sur la santé de la population, ainsi que l'impact socio-économique indirect de la pandémie.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La stratégie du cluster en 2020 vise à apporter une assistance alimentaire d'urgence aux personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère, notamment lors de la période de soudure alimentaire, au Sahel et dans certains départements qui ont été affectés par des crises. L'analyse du Cadre Harmonisé et l'enquête nutritionnelle SMART 2020 ont continué à guider la planification de la réponse du cluster qui a compté aussi sur le système d'information sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce (SISSAP). L'aggravation de la crise alimentaire liée à la Covid-19 et les mouvements de population a conduit à une augmentation de la cible de près d'un million de personnes par rapport à la cible initiale du Plan de réponses humanitaires. Environ 1 869 475 personnes ont reçu une assistance alimentaire dans le cadre de la réponse à la soudure, Covid-19 et mouvements de population ; et 261 535 personnes ont reçu une

assistance alimentaire dans le cadre de la réponse aux inondations. En outre, 336 022 personnes ont reçu un soutien à leurs moyens de subsistance. Le groupe de travail résilience, rattaché au cluster sécurité alimentaire a continué à travailler sur le renforcement de la résilience dans le cadre de nexus humanitaire-développement dont l'initiative promue par le réseau global contre les crises alimentaires dans le Kanem et Barh-el-Gazel qui est l'une des plus prééminentes.



ABRI/ARTICLES MÉNAGERS

La stratégie du cluster Abri /Articles Ménagers visant à fournir un appui en termes d'abris d'urgence aux nouveaux déplacés à travers un appui en matériaux de construction y inclus la distribution des articles ménagers essentiels et autres articles non-alimentaires a dû l'être ajustée pour couvrir les besoins additionnels en abris et articles ménagers essentiels des personnes nouvellement déplacées entre novembre 2019 et mai 2020 tout en se conformant aux recommandations sur la prévention de la Covid-19. Plus de 17 615 ménages déplacés ont bénéficié d'une assistance en abris d'urgence, 10 676 en abris semi-durables et 280 ménages déplacés et hôtes en abris durables. En plus, 39 038 ménages déplacés soit par le conflit ou par les inondations ont bénéficié d'une assistance en articles non alimentaires dans la province du Lac, Logone Orientale, Mayo-Kebbi, Borkou, N'Djamena et Ennedi Ouest. L'appui de la Commission Nationale d'Accueil de Réinsertion des Réfugiés (CNARR) comme co-lead du cluster a été aussi déterminant. Les principaux défis pour le Cluster Abri /Articles Ménagers restent beaucoup plus l'insuffisance des financements par rapport aux besoins qui n'ont pas cessé d'augmenter depuis le début de

l'année car seulement 22% de financement ont été obtenus.

COORDINATION ET GESTION DE CAMPS (CCCM)

La stratégie du cluster CCCM visant à organiser les sites à travers la mise place des trois composantes standards de la gestion des camps, à savoir : la coordination, l'administration et la gestion. Elle a incorporé aussi la priorité du renforcement des connaissances des communautés déplacées en matière de prévention de la pandémie de la Covid-19. En ce sens, un système de gestion de sites a été établi dans 50 sites du Lac à forte concentration de personnes avec l'amélioration du fonctionnement des structures communautaires mises en place, en partenariat avec la Croix Rouge Tchadienne (CRT). En outre, 70% des sites et villages hôtes ont bénéficié d'une sensibilisation sur les mesures barrières de prévention contre la Covid-19. Enfin, le cluster a organisé des fixings notamment dans le site d'Amma, Diamerom et Fourkoulom dans le Lac et Tradex à N'Djamena pour faciliter la réponse d'urgence des partenaires en réponse au déplacement lié au conflit et aux inondations. Le défi majeur du Cluster CCCM est qu'il opère avec les moyens de bord à cause d'un manque de financement

consistant. Le seul financement reçu en 2020 est celui du CERF (9%).



NUTRITION

La stratégie du cluster en 2020, a intégré la mise en œuvre des interventions d'urgence avec l'attaque aux causes profondes de la malnutrition à travers les formations sanitaires et les structures communautaires dans une approche multisectorielle, y compris l'augmentation de la cible initiale et des changements du mode opératoire pour quelques activités dans le cadre de la Covid-19. Ainsi, grâce à la collaboration étroite avec la Direction de la Nutrition et de Technologie Alimentaire (Co-lead du Cluster), 593 483 enfants de 6-59 mois souffrants de malnutrition aigüe ont été admis et pris en charge, dont 309 508 malnutris aigus sévères avec un taux de guérison de 92% et 283 975 malnutris aigus modérés avec un taux de

guérison de 96,6%. En outre, 36 137 femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutris aigus modérés ont été admis dans le programme de traitement de la malnutris aigus modérés et ont reçu des SNF.

Toutefois, l'insuffisance de financement a entraîné des interruptions de prise en charge de la malnutris aigus sévère dans les formations sanitaires et la suspension de l'ouverture de nouvelles unités nutritionnelles dans le cadre du plan de passage à l'échelle de la Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigus.

WASH – EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

La stratégie du cluster en 2020 visant à réduire les risques de transmission des maladies, en particulier d'origine hydrique, parmi les populations affectées par les conflits, les épidémies, les crises nutritionnelles et les catastrophes naturelles, a incorporé de nouvelles activités afin de prévenir et répondre à la crise Covid-19. En termes de réalisations clés, 120 000 personnes ont bénéficié de l'accès à l'eau aux normes de qualité standards, 107 160 personnes ont bénéficié de l'accès des latrines fonctionnelles, adéquates et sécurisées ; 127 288 personnes ont bénéficié des activités de promotion à l'hygiène et mobilisation communautaire et 122 495 personnes ont reçu des fournitures

essentielles en eau et assainissement (y compris des articles d'hygiène) en réponse à la pandémie de Covid-19.

Le très faible financement reçu par le cluster a limité la couverture des besoins en eau et assainissement identifiés au Tchad. D'autres options de financement ont dû être suivies, telles que les demandes du CERF et le financement supplémentaire de l'agence lead du cluster eau, hygiène et assainissement.



SANTÉ

La stratégie du Cluster en 2020 vise à contribuer à l'amélioration de l'offre et de la qualité des services de santé, en particulier dans les zones favorables aux épidémies et autres maladies graves comme la rougeole, la méningite et le paludisme. L'évolution du contexte humanitaire, liée notamment à l'arrivée de la pandémie à Covid-19, a eu des conséquences sur les activités du cluster en renforçant les interventions en appui à la préparation et réponse aux épidémies en collaboration avec le Ministère de la santé publique (Co-lead du cluster). Parmi les réalisations clés, 527 500 enfants ont été vaccinés contre la rougeole ; 760 000 enfants ont reçu le vaccin mOPV2 contre la poliomyélite dans les zones d'intervention

soutenues par le cluster ; 31 345 accouchements ont été assistés par un personnel qualifié ; et 2 500 agents de santé ont été formés sur la surveillance épidémiologique, la prise en charge médicale, la prévention et contrôle de l'infection dans le cadre de la réponse à la Covid-19.

Aucun décès maternel n'a été enregistré en 2020 dans les camps contre 9 décès en 2019 alors qu'aucun décès d'enfants de 5 ans n'a été enregistré en 2020 (soit un taux de mortalité nul des enfants de moins de 5 ans). Le HCR et ses partenaires ont mis en place une équipe mobile multidisciplinaire de suivi et de solutions qui a permis le suivi et le traitement d'environ 119 cas de protection. L'équipe a rendu visite aux réfugiés à leur domicile, dans les postes de police et les centres de détention en tant que réponse innovante aux restrictions d'accès au guichet unique du HCR en raison de la pandémie de Covid-19.

Le faible financement du cluster n'a pas permis de couvrir tous les besoins prioritaires y compris les besoins vitaux relatifs aux urgences sanitaires. Les besoins liés aux inondations, aux mouvements de populations et autres activités prioritaires de la Covid-19 n'ont pas été couverts faute de financement.



ÉDUCATION

Suite à la pandémie à Covid-19, la fermeture des écoles pour des raisons de santé publique a eu un impact négatif très important sur la stratégie de réponse du cluster pour 2020 qui visait premièrement à poursuivre les efforts autour de l'accès équitable à l'éducation pour les enfants affectés par les crises, y compris ceux des communautés hôtes. Les priorités ont donc été redéfinies en collaboration avec le Ministère de l'Éducation (Co-lead du Cluster) dans le but d'apporter une réponse adéquate à la situation actuelle en vue de la réouverture future des écoles, à travers de la continuité des apprentissages grâce au programme d'enseignement à distance, la continuité des programmes d'alimentation scolaire et la maintenance d'un environnement d'apprentissage sûr et protecteur face à la Covid-19. Ainsi, 139 118 élèves ont bénéficié des rations sèches durant la pandémie de Covid-19. Plus de 225 059 élèves dont 100 043 enfants ont été soutenus par l'apprentissage à distance à travers des conseils et orientations à travers une ligne téléphonique dédiée, et 798 208 élèves ont bénéficié de l'accès aux dispositifs de lavage des mains fonctionnels dans plus de 1 700 établissements scolaires.

En ce qui concerne les réfugiés, la stratégie d'éducation à l'horizon 2030 a été validée,

permettant la pleine inclusion des réfugiés dans le système éducatif national, après deux ans d'efforts persistants de plaider avec le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion civique. Ainsi au niveau de l'enseignement supérieur, 8 nouvelles bourses de la Fondation DAFI du gouvernement allemand ont été attribuées, 131 ont été renouvelées et 5 bourses de Master ont été octroyées par l'Ambassade de France et 5 prolongées. Trois (3) Doctorants en médecine ont reçu un soutien financier et 557 bourses des mouvements mixtes du HCR ont été renouvelées pour 472 réfugiés et 85 tchadiens.

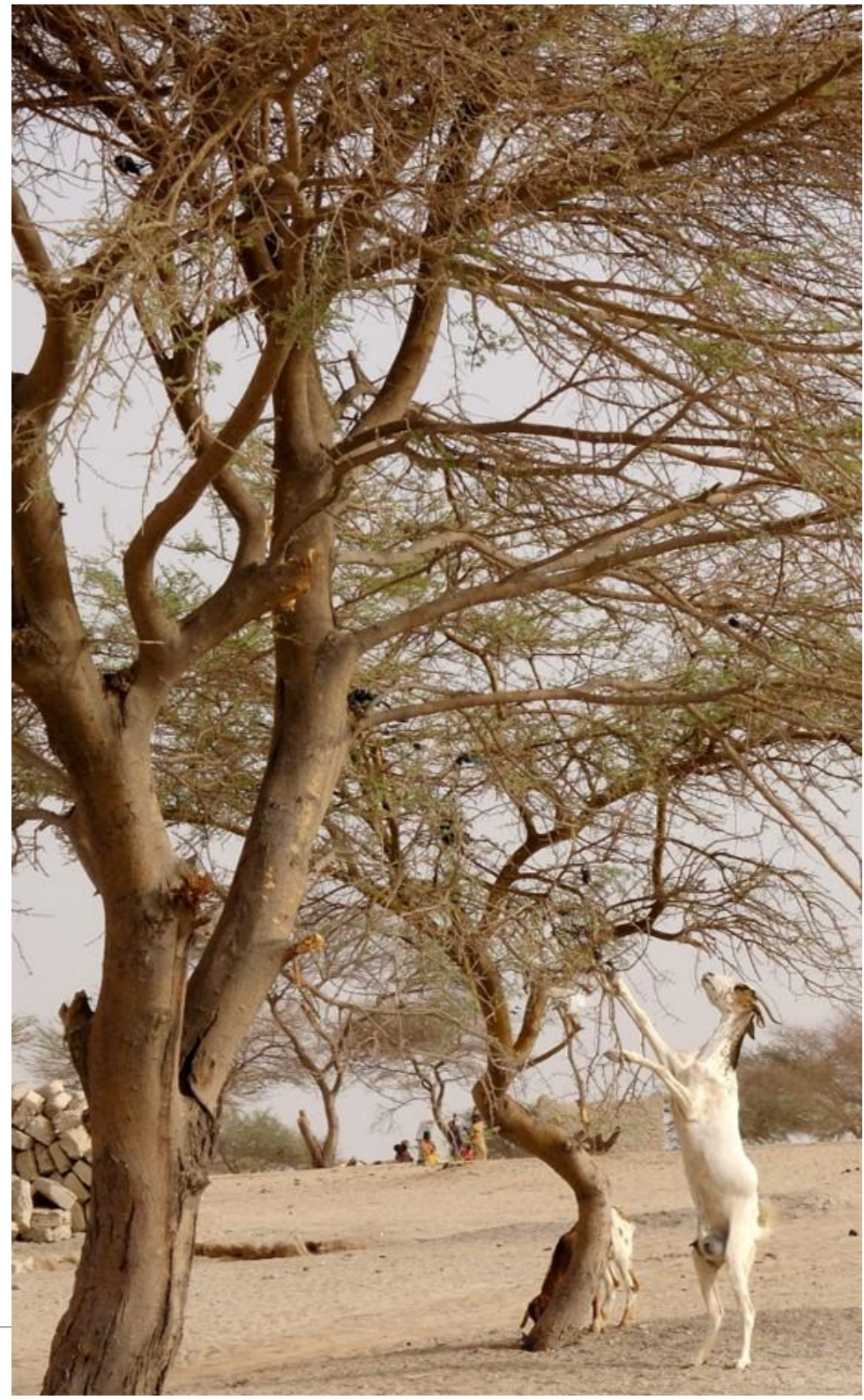


PROTECTION

La stratégie du Cluster en 2020 vise à assurer que les personnes déplacées internes et retournés tchadiens bénéficient du respect intégral de leurs droits. Le cluster s'est engagé également à promouvoir la recherche de solutions durables pour les déplacés internes et retournés tchadiens et a aussi avec les autres clusters pour assurer la transversalité de la protection dans les activités des différents secteurs avec un accent particulier sur l'accès, la protection et la redevabilité aux personnes et aux groupes avec des besoins spécifiques. Parmi les réalisations clés, 22 296 personnes ont été sensibilisées sur la Covid-19 au Sud du pays et au Lac et ont bénéficié de la protection individuelle (dispositifs de lavage des mains, masques gels hydroalcooliques) ; 37 sites au Lac disposent d'un mécanisme de référence fonctionnelle dans le cadre des activités liées à la prise en charge des survivant(es) des violences basées sur le genre ; et 95 % des cas de violences basées sur le genre signalés au sud du pays et au Lac dans 37 des 193 sites ciblés ont reçu une prise en charge psychosociale par le sous-cluster VBG (violences basées sur le genre).

L'ONU a travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement tchadien et ayant permis aux

1 167 victimes de la violence sexuelle et sexiste (59 en zone urbaine, 45 à Bagasola, 394 dans le sud et 669 dans l'est) ont reçu un soutien approprié, notamment une assistance psychosociale, juridique, médicale et de sécurité. Tous les enfants à risque sans exception ont accès aux services de protection de l'enfance. Les besoins des enfants (environ 60% de la charge de travail) ont été identifiés grâce à des évaluations qui ont permis d'identifier leurs besoins en termes d'accès aux soins de santé, à la nutrition et à l'éducation tout en tenant compte de divers risques abordant spécifiquement les risques accrus auxquels les enfants sont confrontés.





Au Tchad
44% des *filles* sont victimes
de l'**excision**.
#StopExcision

